

INÉGALITÉS DE SANTÉ, INÉGALITÉS DE VIE

Après un an de pandémie, tandis que les épargnants qui ont télétravaillé font la file devant les banques pour investir dans l'immobilier, les précarisés font la file devant les banques alimentaires et les CPAS pour tenter de maintenir la tête hors de l'eau.

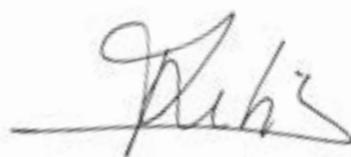
Le chapitre de la pandémie de Covid-19 s'intègre effectivement lui aussi dans l'histoire des inégalités sociales de santé et de vie. L'Observatoire belge des inégalités sociales a montré un taux de mortalité trois fois plus important chez les pauvres que dans la population moyenne (hors résidents en maison de repos). Des logements plus petits dans des espaces

urbains plus denses, des familles plus nombreuses, des métiers dits moins qualifiés et moins protégés, un capital santé présentant plus de comorbidités comme le diabète ou l'obésité... sont autant de facteurs expliquant cette tragique réalité.

Le baromètre épidémiologique des maisons médicales a également enregistré un taux de positivité au Covid-19 jusqu'à deux fois supérieur à la moyenne du pays. Les variables de la précarité et de l'urbanisation n'y sont pas pour rien.

Certes, le renforcement des inégalités sociales de santé ne date certes pas d'hier, il se déploie parallèlement à la marchandisation de nos sociétés, aux cures d'austérité imposées ces dix dernières années à la sécurité sociale, ainsi qu'au curatif dominant le préventif dans le système de santé. La philosophe Isabelle Stengers rappelait dernièrement qu'une telle compétitivité s'éloigne des liens de coopération et de solidarité qui naturellement structurent les vies humaines depuis le début de l'histoire de l'humanité. Les êtres humains ne naissent pas individualistes, centrés sur leur égo et leur bien-être personnel, ils le deviennent. Les maisons médicales ont par ailleurs montré à quel point le travail multidisciplinaire collectif et coopératif dans la première ligne de soins a permis d'assurer des prises en charge plus continues, plus solidaires et accessibles.

**Les êtres humains
ne naissent pas
individualistes,
ils le deviennent.**



**Fanny Dubois,
secrétaire générale de la Fédération
des maisons médicales**

ARNAUD ZACHARIE :

« IL FAUT STABILISER LE CONTEXTE INTERNATIONAL, ET CELA IMPLIQUE UNE COOPÉRATION MULTILATÉRALE »

Le secrétaire général du Centre national de coopération au développement (CNCD-11.11.11) livre son éclairage sur les enjeux de la vaccination et de la mondialisation.

Propos recueillis par Fanny Dubois, secrétaire générale de la Fédération des maisons médicales, Pascale Meunier, rédactrice de *Santé conjugquée*.

Dans quelle mesure la campagne de vaccination contre le Covid-19 participe-t-elle à renforcer les inégalités sociales à travers le monde ?

Il n'y a tout simplement pas assez de doses pour l'instant et elles sont accaparées par les pays les plus riches. Le Costa Rica est le premier pays à avoir proposé à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) de créer un pôle au niveau des brevets et de partager les connaissances et les technologies pour disposer d'une capacité de production de vaccins suffisante et à des prix suffisamment abordables, mais ce n'est pas à cela que l'on a assisté... Les États ont financé la majorité de la recherche et du développement des vaccins, mais c'est toujours la loi du plus offrant et donc la loi du plus fort qui prévaut, avec des précommandes et des contrats négociés dans l'opacité la plus totale. Aujourd'hui, 95 % des groupes vulnérables ont été vaccinés dans les pays à hauts revenus, un peu moins de 40 % dans les pays à moyens revenus et moins de 3 % dans les pays à faibles revenus. C'est malheureusement caricatural : plus un pays est riche et plus il a fait de précommandes, parfois pour vacciner cinq, six, sept, jusqu'à dix fois sa population. À côté de cela, l'initiative Covax lancée par l'OMS avec une centrale d'achat s'est trouvée concurrencée. Son objectif, déjà modeste, de fournir de quoi vacciner 20 % de la population des pays participants – ce qui est loin des 60-70 % pour atteindre l'immunité collective –, rencontre de tels problèmes d'approvisionnement qu'il a été ramené à 3 % au premier semestre 2021. Comme l'Inde, où se trouve la plus grosse entre-

prise de production de vaccins au monde, s'est fait rattraper par une deuxième vague et a suspendu ses exportations, cet objectif risque de ne pas être atteint non plus. Le CNCD a demandé depuis le début de la crise une suspension temporaire des brevets pour sortir du monopole de quelques grandes firmes pharmaceutiques. Une levée qui doit absolument s'accompagner du partage des connaissances et des technologies.

Comment expliquer le positionnement de l'Europe ?

Elle subit l'influence du lobbying de l'industrie pharmaceutique dont les arguments sont repris quasiment textuellement par la Commission européenne depuis des mois. Mais il y a des divisions entre États membres. On voit que le gouvernement espagnol défend la proposition de levée des brevets et de partage des connaissances, alors que l'Allemagne est contre, sans doute influencée par le plaidoyer de BioNTech.

Le vaccin est une avancée scientifique, c'est aussi une affaire de capitaux.

Cela fait vingt ans que l'ARN messenger fait l'objet de recherches publiques et on a accéléré leur aboutissement. Vu l'urgence, les États ont mis l'argent sur la table et des dizaines de milliers de chercheurs partout dans le monde se sont mis à chercher sans aucun risque puisqu'il y avait ces garanties de marché en plus des financements directs de la recherche assurés par les États.

Le risque, ce sont les cures d'austérité que l'on subira par la suite, notamment

dans la première ligne de soins. Quelle est votre position sur les effets de cette monopolisation des finances publiques ?

Ces monopoles que garantissent des brevets d'innovations pèsent sur les systèmes de sécurité sociale comme en Belgique, et aussi sur les systèmes d'assurance privée, plus lourds pour les individus, comme aux États-Unis. Et au-delà de l'impact sur les finances publiques, c'est le problème de ne pas avoir accès à des médicaments qui existent mais qui coûtent trop cher. Ce que l'on pensait être l'apanage des pays en développement est une réalité que l'on commence à voir dans nos pays développés et qui pourrait s'accroître. Il y a une réflexion à avoir sur les profits de l'industrie pharmaceutique, qui est le secteur le plus profitable au monde. Une étude d'Oxfam a montré que Pfizer, Johnson & Johnson et AstraZeneca ont dépensé 26 milliards de dollars de rachat d'actions et de versement de dividendes aux actionnaires en 2020 : c'est typique de la financiarisation de l'économie au détriment de l'intérêt général et de la santé publique en particulier.

On peut espérer que l'ampleur de la pandémie permette d'aborder ces questions fondamentales... Êtes-vous optimiste ?

Ce qui me rend optimiste, c'est que nous sommes malgré tout dans un débat. À l'Organisation mondiale du commerce (OMC), plus de cent pays en développement défendent la mesure de levée des brevets et de la mise en commun des connaissances. Les États-Unis ont bougé et on a vu le Canada, la Nouvelle-Zélande et même l'Australie aller dans le même sens. Plusieurs pays européens ont emboîté le pas, à commencer par l'Espagne. Mais la difficulté, c'est de vouloir des mesures internationales, voire mondiales. C'est très compliqué de réguler cette mondialisation commerciale et financière parce que cela implique de mettre d'accord une majorité si pas la totalité des États et des gouvernements du monde, tandis qu'avec un agenda nationaliste et identitaire, quand on veut se barricader, c'est facile de le faire dans un seul pays. Je pense qu'il faut y répondre par des solutions à échelle variable, avec des étapes intermédiaires au niveau européen, voire avec

ce que l'on appelle la coopération renforcée si on n'a pas l'accord de tous les pays européens, ou en commençant à avancer dans un pays pour montrer que la mesure est bénéfique et faire de ces bons exemples des arguments pour élargir l'alternative. Les dernières fois que nous avons connu un sursaut progressiste multilatéral, c'était après la Deuxième Guerre mondiale, après la Grande Dépression, après la montée du fascisme et du nazisme... On voit aussi que si ça bouge dans le bon sens aux États-Unis, que ce soit sur les médicaments ou la justice fiscale sociale ou la protection sociale, c'est aussi en réaction à la politique nationaliste de Donald Trump.

L'avenir se situe-t-il au niveau international ou y a-t-il des actions à d'autres niveaux ?

On peut trouver des actions au niveau national. Ce qu'il faut, c'est qu'elles soient fondées sur la coopération plutôt que sur la compétition et c'est là le problème. Si on prend la question de la fiscalité, on peut se dire que l'on va coopérer pour déterminer des limites avec, par exemple, l'idée d'un taux d'impôt minimum mondial comme le propose l'administration Biden à l'OCDE, l'Organisation de coopération et de développement économiques. Cela permet des flexibilités au niveau national et de faire en sorte que l'intérêt de chacun ne soit pas mis à mal. Car ce qui se passe depuis trente ans, c'est une division par deux du taux d'impôt des sociétés qui affaiblit les recettes fiscales de chaque État, qui, pris dans cette course au nom de la compétitivité, a baissé son taux et finalement n'est pas plus compétitif que son voisin qui fait de même avec des recettes en moins alors que tous en ont besoin pour financer des dépenses sociales et écologiques. C'est une prise de conscience comparable à celle de Bretton Woods à la fin de la Deuxième Guerre mondiale : prendre conscience que pour disposer de marges de manœuvre nationales, il faut stabiliser le contexte international, et cela implique une coopération multilatérale dans l'intérêt de tous. Sur la question de la pandémie ou du climat, on a intérêt à dépasser les divergences – qui sont légitimes et qu'il faut régler par ailleurs – pour s'entendre sur une coopération minimale sur les grands enjeux mondiaux. Si

nous ne parvenons pas à dépasser cette logique de stigmatisation de l'autre, nous vivons dans un monde de plus en plus instable et dangereux.

On assiste également à un rabattage des cartes, avec la Chine et la Russie qui se posent en sauveur mondial...

C'est le boulevard offert par cette loi du plus fort. La Chine a des capacités de production de vaccins très élevées. Sur les treize vaccins arrivés en phase 3 à la fin 2020, il y avait cinq chinois plus le Soutnik russe... Ce n'est pas du tout une victoire de l'Occident ! C'est la Chine qui, de loin, exporte le plus de vaccins au sud et à l'est, qui développe sa diplomatie vaccinale pour renforcer son *soft power*. C'est inquiétant, car les pays en développement n'ont pas d'autre choix que d'accepter les vaccins chinois qui sont les seuls disponibles, souvent en échange de soutiens à l'assemblée générale des Nations unies pour un modèle de plus en plus autoritaire. Selon les informations communiquées, on sait également que l'efficacité du Sinovac (d'une entreprise privée chinoise) se situe tout juste au-dessus de 50 %. Des pays dépendent donc uniquement de ces vaccins dont l'efficacité est moindre que d'autres...

Vous évoquez l'impôt des sociétés comme une solution de répartition des richesses. Le combat autour des cotisations sociales, plus traditionnellement syndical, fait-il partie du passé ?

Il reste fondamental. Les conséquences de la pandémie exacerbent les inégalités en augmentant les patrimoines : une bonne partie des liquidités injectées par les banques centrales est investie sur les marchés boursiers et immobiliers et cette bulle, cette hausse des prix profite à ceux qui détiennent des immeubles et des actions alors que les travailleurs non qualifiés en général, les travailleurs du secteur informel encore plus, perdent une partie de leur revenu ou leur emploi. Il y a une explosion des inégalités depuis le début de la pandémie.

Que va-t-on faire de cette dette Covid ?

La secrétaire d'État au budget a déjà annoncé qu'on allait devoir se serrer la ceinture... C'est vraiment ne pas voir comment les poli-

tiques d'austérité post-2008 ont fait la montée de l'extrême droite en Europe, aux États-Unis ou dans de grands pays émergents. La pandémie est venue nous rappeler que ce sont les pays avec les systèmes de protection sociale les plus performants qui ont pu amortir les chocs. Le nombre de faillites et le chômage structurel dans nos pays sont très faibles alors que l'économie s'est effondrée, c'est bien la preuve que ces stabilisateurs automatiques, cela fonctionne et c'est efficace. Mais on entend déjà reparler de la confiance des marchés et de réduire de nouveau les dépenses. Ce serait une catastrophe, car cela ferait replonger les économies dans la récession, cela créerait de gros problèmes démocratiques et environnementaux.

Il y a un lien évident entre pandémie et transition écologique...

L'Association internationale de l'énergie connue pour sa défense des énergies fossiles a sorti un rapport disant qu'il fallait arrêter tout investissement dans ce secteur dès maintenant, y compris le gaz, et appelle à quadrupler des investissements dans le solaire et l'éolien. Environ 60 % des pays se sont engagés à atteindre la neutralité carbone. Les signaux deviennent de plus en plus clairs pour tous les acteurs économiques. Maintenant deux questions se posent : irons-nous assez vite pour éviter le point de basculement qui pourrait avoir des conséquences graves ? Et prendrons-nous en compte la dimension sociale de cette transition ? Si on se limite à changer de sources d'énergie sans adapter le modèle économique et social, on risque d'exacerber l'exclusion sociale et toutes les difficultés y compris démocratiques. Il y a un incitant économique évident, mais il faut arrêter de tergiverser. Avons-nous aussi conscience qu'il faut inscrire cette transition écologique dans ce qu'on appelle la transition juste ? La formation et la reconversion des travailleurs du secteur des énergies fossiles, le renforcement de la justice fiscale, de la protection sociale, le travail décent... la question sociale est intégrée à la question environnementale. D'ailleurs, les inégalités sociales exacerbent les crises écologiques qui exacerbent les crises sociales en retour. Mais cette vision holistique ne va pas de soi et les catastrophes écologiques continueront de frapper d'abord les plus pauvres. ■

TESFAY ET LA CRISE HUMANITAIRE EN ÉTHIOPIE

Trois des quatre membres fondateurs de l'association Tesfay¹ en 2005 sont issus de maisons médicales liégeoises. Tesfay – prénom qui signifie « mon espoir » en tigrinia – soutient, en partenariat, des projets de développement conçus par des Éthiopiens et encourage les échanges entre là-bas et ici.

André Crismer, médecin généraliste à la maison médicale Bautista Van Schowen (Seraing).

Ces projets sont gérés localement par ceux qui en sont les promoteurs, qui visent un développement au long terme et une réduction des inégalités, qui visent à renforcer l'auto-estime et la capacité d'agir des gens et à renforcer les mouvements associatifs et la démocratie participative.

Les actions de Tesfay se déroulent essentiellement au Tigré, une région à la frontière du Soudan : accueil d'orphelins dans leur famille élargie dans plusieurs localités, acquisition de livres pour une école de devoirs et de matériel pour une maternité, construction et équipement d'une bibliothèque scolaire, construction ou rénovation de bâtiments scolaires... Nous avons entre autres contribué à la création d'un centre de santé, d'un centre de jour pour enfants de mères célibataires sans revenus fixes, à un projet d'adduction d'eau, à l'accompagnement de patients des rues avec maladie mentale, ou au développement rural durable.

Nous n'avons pas imaginé le pire

Nos projets étaient très enthousiasmants, car ils motivaient nos partenaires déjà très engagés dans leur communauté. Le pays, après avoir connu les guerres et les famines, connaissait un développement remarquable. On observait l'amélioration des conditions de vie des femmes et des paysans, la construction de routes, des collines nues qui se recouvraient d'arbres, le développement des écoles et des universités, des centres de santé et des hôpitaux... Depuis sa création, Tesfay a envoyé près de 400 000 euros à ses bénéficiaires en Éthiopie, ce qui représente 96 % de ses dépenses. Depuis cette année, notre association apporte une aide humanitaire aux victimes de la guerre...

En septembre 2020, un article de notre journal bisannuel sur les fortes tensions en Éthiopie se terminait ainsi : « Plus que jamais, l'avenir est incertain »². Le 4 novembre, l'armée éthiopienne, accompagnée de milices Amhara attaqua le Tigré. Nous étions abasourdis. Trente années de développement allaient être réduites à néant ! Quelques jours plus tard, nous avons lancé un premier appel auprès de nos donateurs et sympathisants, dans lequel nous nous inquiétions des impacts sur les civils, des risques majeurs pour l'approvisionnement alimentaire (d'autant plus que les cultures de la région avaient été ravagées par une invasion exceptionnelle de sauterelles), des conséquences humanitaires graves et du risque d'une guérilla à long terme. Nous avons interpellé des représentants aux parlements fédéral et européen, la ministre des Affaires étrangères, des journalistes et des représentants de grandes organisations non gouvernementales. Nous avons contribué à alerter l'opinion publique avec des cartes blanches et des interviews dans la presse. Nous espérons à ce moment que la Belgique, grâce à son siège au Conseil de sécurité des Nations unies, aurait pu jouer un rôle...

Toutes nos inquiétudes ont été confirmées. Et sur le terrain, la souffrance était bien pire que ce que nous l'avions craint, car nous n'avions pas prévu une série d'éléments dramatiques : l'intervention massive de l'armée érythréenne ; la fermeture générale des banques qui aggrava le problème d'accès à la nourriture, surtout pour les citadins ; les pillages généralisés (maisons privées, sites historiques, hôpitaux, universités et entreprises) par les soldats érythréens, contribuant à précipiter les problèmes alimentaires et sanitaires ; les actes de barbarie (viols

1. www.tesfay.be.

2. *La Lettre de Tesfay*, n° 31.

en série, massacres de familles dans leurs maisons, dans des églises comme à Axoum et à Maryam Dengelat...); les actions de répression érythréennes contre les camps de réfugiés érythréens au Tigré; la généralisation de la violence (à la frontière soudanaise, dans d'autres régions d'Éthiopie, les répercussions en Somalie...); des discriminations inquiétantes à l'encontre des Tigréens (à Addis Abeba, parmi les casques bleus de l'ONU...).

La Chine se tait et exerce son droit de veto au Conseil de sécurité des Nations unies, fidèle à sa politique de non-ingérence, malgré ses intérêts économiques menacés. Les États-Unis et l'Union européenne demandent de façon répétée – mais en vain – l'accès à l'aide humanitaire, le retrait des troupes érythréennes et une enquête sur les crimes et les massacres.

Que peut encore faire Tesfay?

Nous avons gardé le contact avec certains partenaires et envoyé de l'argent pour les bénéficiaires du centre de jour et les orphelins que nous aidons. Nous poursuivons nos échanges avec un réseau de personnes très engagées, interpellons journalistes et politiciens. Lors d'une vidéoconférence internationale de la diaspora tigréenne, nous avons insisté sur l'importance du dialogue, seule voie du retour de la paix. Elle-même première condition du développement et de la santé. En février dernier, nous avons financé l'acheminement de trois camions à travers une zone en guerre : 17 400 kilos de farine ont été livrés à la mission catholique d'Adigrat, qui les a distribués. Nous continuons de soutenir les victimes des violences et de la malnutrition, mais ce ne sont que des gouttes d'eau... ■

Historique de la crise

1974. Suite à des manifestations estudiantines, une junte militaire renverse l'empereur Haïlé Sélassié et son régime féodal et met en place une dictature sanguinaire : le Derg. Une guérilla s'organise au Tigré autour du Front de libération populaire du Tigré (TPLF), qui se joint au Front de libération de l'Érythrée (EPLF) dans la lutte contre le Derg.

1984-1985. Une famine fait près d'un million de morts dans le nord de l'Éthiopie. Le Tigré est particulièrement frappé.

1991. Le TPLF, avec des mouvements minoritaires des autres régions (entre autres Oromo et Amhara), constitue le Front démocratique révolutionnaire populaire d'Éthiopie (EPRDF) qui renverse la dictature. Peu après, l'Érythrée devient indépendante. L'EPRDF, où le TPLF reste dominant, met en place un système fédéral. Ce pouvoir fort, très dur à l'égard de ses opposants, permet un développement et une croissance économique importants dans l'ensemble de l'Éthiopie. Un modèle à la chinoise. Développement des campagnes et des villes, du système de santé, de l'éducation. L'espérance de vie augmente de vingt ans.

1998-1999. Les tensions entre le TPLF et l'EPLF, qui existaient déjà au temps de la lutte contre le Derg, débouchent sur une guerre absurde et meurtrière (70 000 morts) entre l'Éthiopie et l'Érythrée, dont le prétexte était quelques hectares de terres semi-arides.

2012. Le leader incontesté de l'EPRDF, Meles Zenawi, meurt dans un hôpital belge.

2018. Face aux manifestations de plus en plus importantes des Oromos (ethnie la plus nombreuse), l'EPRDF choisit un Oromo, Abiy Ahmed, comme Premier ministre éthiopien. Il défend un État centralisé, ce qui suscite des tensions de plus en plus vives avec les Oromos et les Tigréens. Abiy fait la paix avec le régime totalitaire de l'Érythrée. Petit à petit, les Tigréens perdent quasi tout leur pouvoir et leurs postes au niveau du gouvernement central et de l'administration nationale. Ils se replient sur leur province. Le gouvernement postpose les élections prévues en mai 2020, pour cause de Covid-19. Début septembre, le Tigré organise des élections régionales, considérées comme illégales par le gouvernement central.

Début novembre 2020. Abiy prétexte l'attaque d'une base militaire par les Tigréens pour déclencher une guerre de grande ampleur pour libérer le Tigré de la clique du TPLF, mais celle-ci a le soutien massif du peuple tigréen. Il semble évident qu'Abiy avait fomenté un plan avec les Érythréens pour prendre le Tigré en tenaille. C'est une enclave, avec peu de réserves en nourriture. Sans une aide humanitaire, une famine de grande ampleur menace ses habitants.

VIOLENCES POLICIÈRES ET CHARGE DE LA PREUVE

Police Watch, l'Observatoire des violences policières de la Ligue des droits humains, relève la persistance d'obstacles rencontrés par les victimes pour porter plainte, mener à bien une procédure judiciaire et obtenir réparation. En matière de preuves, le certificat médical est un élément essentiel; or il fait souvent défaut.

Julia Galaski, pour Police Watch, l'Observatoire des violences policières de la Ligue des droits humains.

Pour qu'une victime de violences policières ait une chance de voir sa plainte aboutir, les éléments de preuve sont indispensables. La Cour européenne des droits de l'homme a déjà mis en évidence des manquements de l'État belge dans ces cas de figure, entraînant sa condamnation pour la violation du volet procédural de son art. 3, qui interdit les traitements inhumains et dégradants¹. Parmi ces éléments de preuve figurent des images filmées (vidéosurveillance, téléphone portable, médias...), des témoignages, ainsi qu'un certificat médical détaillant les lésions physiques et psychologiques. En principe, un certificat médical n'est pas nécessaire pour porter plainte ni une condition pour la faire acter, mais, en pratique, de nombreuses plaintes ne sont pas actées sans ce document et la charge de la preuve médicale repose entièrement sur la victime. En attendant que cette situation évolue, il est important de veiller à la qualité des certificats médicaux. Une expertise médicale rapide et indépendante devrait être menée à l'initiative des autorités suite à chaque allégation de mauvais traitement par la police.

De nombreuses questions se posent à propos du cadre de l'examen médical (lieu et temps accordé à l'examen, présence policière ou non, qualité et pertinence des constats posés, respect du secret professionnel et de la déontologie médicale, etc.) et de la rédaction du certificat en tant que tel, qui n'est pas enseignée dans la formation du corps médical et qui respecte très rarement les prescrits internationaux. Les professionnels du corps juridique et médical font état de certificats souvent incomplets, voire inexacts. L'indication « contusion au bras droit », par exemple,

n'aura pas de valeur juridique si elle ne précise pas la hauteur de la contusion et la zone du bras. Joindre des photos des lésions est également essentiel, mais cette pratique est très rare. Autre exemple : dans le cas de personnes en détention, la mention des jours d'arrêt de travail est quasi systématiquement absente alors qu'elle est indispensable pour qualifier la nature de l'infraction au pénal. Le certificat médical est une trace et une reconnaissance formelle des violences subies, physiques ou psychiques, qui constitue une pièce importante dans le processus de guérison d'une personne atteinte dans sa dignité. Il s'agit également d'un document officiel indispensable dans une série de situations administratives (justificatif d'absence professionnelle). Il peut aussi avoir une utilité dans un temps plus long, si la victime décide de porter plainte plus tard ou dans l'hypothèse où elle subirait de nouvelles violences.

Le Protocole d'Istanbul

En 1999, l'ONU a adopté la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants², un instrument juridiquement contraignant visant à lutter contre ces phénomènes, notamment en promouvant les investigations et le traitement judiciaire de ces faits par les États adhérents. Outre ces obligations, signées et ratifiées par la Belgique, les instances internationales ont élaboré un manuel – le Protocole d'Istanbul³ – qui offre aux experts juridiques et aux professionnels de la santé un cadre de référence pour recevoir et exa-

De nombreuses questions se posent à propos du cadre de l'examen médical.

1. L'État belge a effectué des déclarations unilatérales reconnaissant la violation du volet procédural de l'art. 3 CEDH dans les affaires Boutaffala c. Belgique (requête n° 48302/15) et De Moffarts c. Belgique (requête n° 78398/13).
2. Convention adoptée et ouverte à la signature, à la ratification et à l'adhésion par l'Assemblée générale des Nations unies dans sa résolution 39/46 du 10 décembre 1984.
3. Protocole d'Istanbul, Manuel pour enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, 1999, www.refworld.org.

miner des victimes de violences et pour rédiger un certificat détaillé. Contrairement au droit international, aucune norme nationale n'y fait référence en Belgique. À l'exception de certaines associations humanitaires confrontées à la torture dans leur travail avec des migrants, l'existence même de ce protocole est inconnue des professionnels de la santé et de la justice. L'absence de norme nationale complique les efforts de lutte contre les violences policières d'autant plus que l'État belge est aussi en défaut de remplir plusieurs de ses obligations légales en la matière : obligation de garantir l'identification des membres des forces de l'ordre, de tenir un registre des privations de liberté ou de garantir le droit à l'assistance médicale pour les personnes privées de liberté. Le Comité permanent de contrôle des services de police (Comité P) souligne en effet que ce droit n'est pas toujours respecté et qu'il est appliqué très différemment en fonction des commissariats et des policiers, l'arrêté royal nécessaire n'ayant toujours pas été adopté malgré les nombreux rappels nationaux et internationaux⁴. Le médecin ne dresse pas toujours de certificat ou de rapport complet des éventuelles lésions subies et ne fait presque jamais un examen de la compatibilité avec les causes décrites par le patient, tel que le prévoit le Protocole d'Istanbul. Le Comité européen de prévention de la torture (CPT) déplore par ailleurs l'absence d'enregistrement spécifique de constats de blessures pour les personnes entrant en détention dans les commissariats de police⁵.

Un enjeu politique

Dans un contexte de définancement des services publics, les soins de santé et le système judiciaire sont parmi les plus touchés⁶. Le manque de moyens se répercute en premier lieu sur les personnes les plus fragilisées qui sont souvent aussi les premières victimes de violences policières⁷. Souvent, elles ne disposent pas des ressources nécessaires pour porter plainte et sont les plus susceptibles de subir des représailles. En temps de crise sanitaire, ces inégalités se trouvent exacerbées sans qu'aucune réponse politique adéquate n'y soit donnée. Dans le même temps, alors que le corps médical se mobilise pour revendiquer un refinancement des soins de santé, il est désormais confronté à la répression des mouvements sociaux et est devenu lui-même la

cible de violences policières⁸. Dès lors, il semblerait que naisse une prise de conscience au sein du corps médical de son rôle face aux violences policières, mais aussi du manque de directives aux niveaux juridique et déontologique.

Un enjeu déontologique

L'Ordre des médecins a récemment publié un avis sur les relations entre le corps médical et les autorités, dont la police⁹, mais il ne mentionne pas le cas des violences policières et n'avance pas de directives dans ce sens. L'avis est davantage axé sur la sécurité du personnel médical que sur les droits du patient. L'absence de prise en compte de la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient¹⁰ est tout simplement étonnante, l'application de cette loi n'excluant pourtant pas les personnes faisant l'objet d'une privation de liberté. Bien au contraire, au regard de leur situation vulnérable, ces personnes devraient faire l'objet d'une attention particulière du corps médical, ce qu'omet d'indiquer cet avis. Le fait d'enlever les menottes lors de l'examen médical ou d'examiner la personne sans la présence des policiers n'y est pas explicitement recommandé, malgré le risque flagrant de contradiction avec le respect du secret médical. Au contraire, les médecins sont encouragés à suivre les indications des agents de police¹¹, ce qui pourrait les mettre en porte-à-faux avec la déontologie médicale et la loi pénale¹².

La sécurité du personnel médical ne doit pas être assurée au détriment du droit des patients, comme le précise l'art. 10 de la loi relative aux droits du patient : « § 1^{er}. *Le patient a droit à la protection de sa vie privée lors de toute intervention du praticien professionnel, notamment en ce qui concerne les informations liées à sa santé. Le patient a droit au respect de son intimité. Sauf accord du patient, seules les personnes dont la présence est justifiée dans le cadre de services dispensés par un praticien professionnel peuvent assister aux soins, examens et traitements.* § 2. *Aucune ingérence n'est autorisée dans l'exercice de ce droit sauf si cela est prévu par la loi et est nécessaire pour la protection de la santé publique ou pour la protection des droits et des libertés de tiers.* ».

Du côté du corps policier, des obligations légales et déontologiques comme l'usage proportionné des menottes et des autres mesures de contrainte, l'obligation de quitter la salle d'exa-

men et de ne pas intercepter le certificat du patient sont tout aussi essentielles. L'art. 51 al. 2 et 3 du Code de déontologie des services de police du 10 mai 2006 stipule que les membres du corps policier « respectent la dignité de toutes les personnes qui se trouvent ainsi sous leur surveillance et s'abstiennent de les soumettre à un traitement inhumain et dégradant ou à des représailles », et qu'ils « viennent en aide aux personnes qui se trouvent sous leur surveillance et qui ont manifeste-

ment besoin d'assistance médicale ». L'art. 52 établit que « les fonctionnaires de police chargés de l'accompagnement et/ou de la protection des détenus ou des personnes privées de leur liberté veillent, tout au long de leur mission, à ce que l'on ne porte pas atteinte à la sécurité ni à la dignité de ces personnes ». En général, le fait de s'adresser aux patients de manière respectueuse, sans distinction de l'origine, de l'orientation sexuelle, du handicap ou de tout autre critère protégé, est au cœur des enjeux. ■

La diversité des contextes

Police Watch a mené une série d'entretiens avec des praticiens des secteurs concernés.

- Services d'urgence. L'ordre est de traiter ces cas en priorité, mais l'absence de temps et d'un espace où effectuer l'examen ne permet pas de le réaliser dans de bonnes conditions. La présence policière peut être anxiogène pour le personnel médical. La plupart des policiers refusent de retirer les menottes ou de quitter le lieu de l'examen et certains vont jusqu'à faire preuve de violence envers le personnel médical. Néanmoins, une relation d'interdépendance s'est installée entre ces deux services. Des services d'urgence font régulièrement appel à la police en cas de comportements menaçants, voire violents, de certains patients, et la police se rend généralement dans les mêmes services d'urgence. Les victimes ont également la possibilité de se rendre aux urgences après avoir subi des violences policières, et donc sans la présence des agents de police. Dans ce cas, les conditions d'examen restent difficiles pour des questions de temps et d'espace, mais aussi de formation, les médecins assurant les gardes étant généralement peu expérimentés dans la rédaction de certificats médicaux détaillés. Une réflexion sur la pertinence d'un service dédié (sur le modèle du Centre de prise en charge des violences sexuelles au CHU Saint-Pierre à Bruxelles) pourrait permettre de penser l'accueil de manière spécifique pour répondre à la fois aux enjeux sécuritaires et aux droits des patients.
- Maisons médicales et cabinets généralistes. L'absence d'agents de police permet un examen plus détaillé et dans de meilleures conditions, mais le déficit de connaissances juridiques et déontologiques concernant les violences policières ainsi que le manque de formation concernant la rédaction d'un certificat médical *ad hoc* restent des obstacles. En revanche, la proximité entre une maison médicale et ses patients en fait un lieu propice d'information et de sensibilisation aux droits face à la police et à l'importance du certificat médical pour les faire valoir.
- Associations humanitaires. Des organisations disposent de médecins et de psychologues à même de recevoir les personnes migrantes dans un cadre spécialisé et de confiance, en présence de médiateurs culturels ou d'interprètes. Le Protocole d'Istanbul y est connu, mais il est davantage appliqué dans un contexte de tortures subies durant le parcours migratoire que dans celui de violences policières locales. On constate une réticence de la part des victimes à faire constater ces lésions, qu'elles banalisent. En cas de procédure de demande d'asile en cours, elles craignent les représailles. Lorsqu'elles ont le projet de se rendre dans un autre pays, elles ne souhaitent pas engager de procédure qui les exposerait aux autorités. Du côté du personnel médical, des questions subsistent sur l'adéquation du Protocole d'Istanbul qui mériterait d'être simplifié ou adapté à différentes circonstances, mais aussi sur les faux espoirs que les victimes pourraient associer au certificat médical en l'absence d'autres preuves. Des membres de ce personnel craignent d'être associés à des démarches politiques qui pourraient mettre en doute leur objectivité.
- Médecins légistes. Ils interviennent le plus souvent sur demande du parquet. Leur pénurie est entre autres due à un sous-financement de la justice, à une sous-valorisation du métier et à des conditions de travail pénibles.

8. « Les responsables politiques ne peuvent continuer à cautionner les violences policières ! », Lettre ouverte des organisations aux élu-e-s de Bruxelles, *La Santé en Lutte*, 5 novembre 2020, www.liguedh.be.
9. Avis du 30 avril 2020, Collaboration entre la police, le ministère public et les hôpitaux – Principes généraux.
10. *Moniteur belge*, 26 septembre 2002.
11. « Le médecin respecte la décision de la police de laisser le patient menotté et peut uniquement s'opposer à cette décision pour des raisons médicales, par exemple lorsque les menottes du patient empêchent fortement la dispense de soins. Dans ce cas, le médecin et les services de police se concertent sur la façon dont ils peuvent, chacun, remplir leurs tâches de façon sécurisée et qualitative », avis du 30 avril 2020.
12. Art. 458 du Code pénal.

4. Comité permanent de contrôle des services de police, « La notification des droits dans le cadre des privations de liberté dans les lieux de détention de la police et l'application du droit à l'assistance médicale et du droit à un repas dans ce contexte », *Enquête de contrôle*, 9 décembre 2019.
5. Rapport au Gouvernement de la Belgique relatif à la visite effectuée en Belgique par le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) du 24 septembre au 4 octobre 2013, CPT/Inf (2016) 13, Strasbourg, mars 2016.
6. Voir les appels répétés des acteurs de la justice (www.liguedh.be) et les problématiques liées aux freins dans l'accès à la justice des individus (<https://pjpt-prvi.be>).
7. Abus policiers et confinement, *Rapport Police Watch*, juin 2020.

ADOPTER UNE APPROCHE DE GENRE EN SANTÉ

Les inégalités de santé entre les femmes et les hommes ne sont pas seulement imputables à des différences d'ordre biologique. Facteurs biologiques et déterminants liés à l'environnement social, économique et culturel s'enchevêtrent, et parmi ceux-ci le genre occupe une place centrale.

Pauline Gillard, chargée d'études en éducation permanente à la Fédération des maisons médicales.

Le genre est un terme polysémique largement utilisé dans les sciences humaines et sociales alors que « peu s'accordent pour lui donner un sens univoque »¹. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), « par genre, on entend les rôles, comportements, activités, fonctions et chances qu'une société, selon la représentation qu'elle s'en fait, considère comme adéquats pour les hommes et les femmes, les garçons et les filles et les personnes qui n'ont pas une identité binaire. Le genre est également défini par les relations entre personnes et peut refléter la répartition du pouvoir dans ces relations »². Forgé aux

Le genre est un concept qui permet d'appréhender les processus de construction sociale et culturelle des identités féminine et masculine.

États-Unis par des médecins impliqués dans les traitements hormonaux ou chirurgicaux de l'intersexualité, le mot *gender* – longtemps traduit par « rapports sociaux de sexe » dans les pays francophones – s'est progressivement imposé dans les milieux académiques dans le courant des années 1970-1980.

Le genre est un concept, un instrument d'analyse qui permet d'appréhender les processus de construction sociale et culturelle des identités féminine et masculine. « Pourquoi les femmes, par exemple, font plus la vaisselle que les hommes, pourquoi les hommes ne pleurent-ils pas ? », s'interroge Valérie Piette, professeure d'histoire contemporaine à l'Université libre de Bruxelles³. « Les réponses à ces questions très basiques, convenons-en, ne se trouvent pas dans la biologie, dans les gé-

nes... mais dans une histoire culturelle des identités, dit-elle. Pour être encore plus clair : les ovaires n'expliquent pas qu'aujourd'hui en Belgique les femmes sont plus de 85 % à occuper des emplois à temps partiel tout comme ils ne suffisent pas à expliquer que les femmes de ménage sont surtout... des femmes. Les places qui nous sont assignées le sont par la société, par une construction sociale et historique et non pas par le biologique ou par un ordre prétendument naturel. »

L'influence du genre sur la santé

Les rapports de genre peuvent avoir des conséquences déterminantes sur la façon de soigner et de se faire soigner. Sous l'impulsion des mouvements féministes nord-américains, des études en sciences sociales ont effectivement démontré que les représentations sociales liées au genre influencent le comportement des patients, les pratiques médicales et la recherche. D'où la nécessité d'adopter une perspective de genre dans le domaine de la santé, affirmée depuis quelques années par diverses instances internationales telles que l'OMS ou le Conseil de l'Europe.

Chez les patients, « les codes sociaux de féminité (fragilité, sensibilité, expression verbale) et de masculinité (virilité, résistance au mal, prise de risque) influencent l'expression des symptômes, le rapport au corps, le recours aux soins », d'après l'historienne Muriel Salle et la neurobiologiste Catherine Vidal qui consacrent un livre aux inégalités de santé entre les femmes et les hommes⁴. Dans nos contrées, les femmes sont plus attentives à leur état de santé et plus proches du système de soins que les hommes. Très tôt, les filles apprennent à prendre soin d'elles, notamment sur le plan gynécologique. Tout au long de leurs cy-

cles de vie (règles, contraception, grossesse, accouchement, ménopause), elles sont suivies par des professionnels de santé. « Cet encadrement médical privilégié est sans équivalent au masculin », constatent ces deux chercheuses, et il va de pair avec une dépossession des compétences propres aux femmes pour comprendre les signes de leur corps. Dans le prolongement des combats féministes des années 1970, le mouvement pour la santé des femmes dénonce le contrôle et la surmédicalisation du corps féminin encore à l'œuvre aujourd'hui et revalorise l'aptitude des femmes à se connaître et à prendre des décisions relatives à leur santé.

Les codes sociaux liés au genre influent aussi sur le vécu et l'expression des symptômes, notamment celui de la douleur. « Les femmes supposées vulnérables physiquement et psychologiquement, s'autorisent davantage à exprimer leurs émotions et leur douleur, à l'inverse des hommes censés être résistants au mal et stoïques », notent Muriel Salle et Catherine Vidal. L'intériorisation de ces stéréotypes a des répercussions sur le ressenti et l'expression différenciés de la douleur selon le sexe des patients.

Une pratique médicale différenciée

« Qu'ils ou elles le veuillent, la praticienne et le praticien sont influencé-e-s par leurs patient-e-s. Ils et elles ne les voient pas de la même façon, ils et elles n'agissent et ne réagissent pas de la même manière selon qu'il s'agit d'une femme ou d'un homme », expliquent la psychologue Annalisa Casini et la sociologue Isabelle Jacquet dans un ouvrage dédié à la formation des professionnels de santé⁵. Les rapports de pouvoir dans la relation soignant-soigné sont influencés par les sexes respectifs des acteurs en présence. « Lors des consultations, par exemple, les médecins tendent à interrompre leurs patientes plus souvent que leurs patients parce que, très souvent, les patientes ont plus de difficulté à expliquer leurs symptômes, leurs besoins et leurs appréhensions dans un discours qui correspond à la norme », relèvent-elles.

Les stéréotypes de genre influencent aussi les professionnels de santé dans leur interprétation des symptômes et leur prise en charge des maladies. Ce phénomène s'illustre à travers le dépistage différencié des maladies cardiovasculaires ou de l'ostéoporose selon le sexe des patients. Les maladies cardiaques sont la pre-

mière cause de mortalité des femmes dans le monde. En Belgique, 31 % des décès de femmes sont dus aux maladies cardiovasculaires et il y a davantage de femmes que d'hommes qui en meurent⁶. Pourtant, parce qu'elles sont considérées comme des maladies « masculines » caractéristiques des hommes d'âge moyen, fumeurs et sédentaires, ces maladies sont sous-diagnostiquées chez les femmes qui, de surcroît, présentent souvent des symptômes (grande fatigue, nausées, douleurs dans le haut du dos ou à la mâchoire...) différents de ceux rapportés par les hommes (douleurs thoraciques). Par conséquent, le délai de prise en charge est plus long pour les femmes. Documenté depuis les années 1990, ce phénomène, appelé syndrome de Yentl, peine encore à être pris en compte. À l'inverse, l'ostéoporose a longtemps été considérée comme une maladie « féminine », ce qui a engendré des sous-diagnos-

tics pour cette pathologie chez les hommes en Europe et aux États-Unis. Or un tiers des fractures de la hanche est dû à l'ostéoporose chez les patients masculins. « Ce n'est qu'en 1997 que, dans les examens d'ostéodensitométrie, des normes de densité osseuse ont pu être définies spécifiquement pour les hommes. Auparavant, les normes en vigueur étaient celles établies chez des jeunes femmes blanches de 20-29 ans », rappellent M. Salle et C. Vidal.

L'attitude des chercheurs

« La recherche médicale est marquée par l'impensé du genre », affirmait Valérie Piette lors d'une conférence donnée à la Fédération des maisons médicales⁷. En ce sens, les femmes ont longtemps été exclues des tests thérapeutiques sur les médicaments pour deux raisons principales. D'une part parce qu'une femme qui se soumet à ce type d'expérimentation pourrait être enceinte et prendre un risque pour le fœtus, et d'autre part parce que les effets d'un médicament seraient plus difficilement mesurables sur le corps d'une femme soumise à des variations hormonales cycliques. Jusqu'il y a peu, les firmes phar-

Les stéréotypes de genre influencent aussi les professionnels de santé dans leur interprétation des symptômes et leur prise en charge des maladies.

5. A. Casini, I. Jacquet, « Intégrer la dimension du "genre" dans les programmes de formation des professionnels de la santé », in F. Parent et al., *Penser la formation des professionnels de la santé*, De Boeck, 2013.
6. Ligue cardiologique belge, *Le cœur des femmes*, www.liguecardioliga.be.
7. « Oui, mais le genre c'est quoi ? Concept et enjeux », Fédération des maisons médicales, 25 février 2021. « Les midis du genre », un cycle de cinq conférences à réécouter sur www.maisonmedicale.org.

1. L. Bereni et al., *Introduction aux études sur le genre*, 2^e éd. revue et augmentée, De Boeck, 2012.
2. Organisation mondiale de la santé, *Genre et santé*, www.who.int.
3. V. Piette, « Genre, vous avez dit genre ? Tiens comme c'est genré... », *Espace de libertés*, n° 433, novembre 2014.
4. M. Salle, C. Vidal, *Femmes et santé, encore une affaire d'hommes ?* Belin, 2017.

maceutiques considéraient donc l'individu masculin comme la norme et adaptaient le dosage des produits en fonction du poids généralement plus faible des femmes. En Europe, ce n'est que depuis une quinzaine d'années que les revendications du mouvement pour la santé des femmes ont été entendues, rendant obligatoires les essais cliniques sur des sujets des deux sexes.

Agir sur les inégalités de santé

Bien qu'elles soient suivies tout au long de leur vie, les femmes bénéficient d'une prise en charge médicale moins bonne que celle des hommes. Elles souffrent de maladies sous-diagnostiquées et traitées plus tardivement. Elles vivent plus longtemps, mais en moins bonne santé et doivent parfois renoncer à des soins par manque de temps ou de moyens. Dans sa dernière enquête sur le report de soins pour des raisons financières, Solidaris révèle que les inégalités entre les femmes et les hommes persistent et se creusent⁸. Lorsque nous chaussons les « lunettes de genre », nous pouvons mieux comprendre les inégalités de santé entre les femmes et les hommes. Mais comment agir sur ces inégalités ?

- En formant les soignantes et les soignants. De nos jours, les facultés de médecine véhiculent encore une culture patriarcale. Les médecins Catherine Markstein et Ariane Rixout constatent que « *le médecin y reste le protagoniste central, l'expert, celui qui sait et à qui il est raisonnable d'obéir. [...] La féminisation de la profession peut sembler augurer d'un changement concret. Mais étant donné que la culture de l'enseignement reste construite sur les valeurs patriarcales, les étudiantes en médecine intègrent, comme leurs collègues masculins, ces mêmes valeurs qui conduisent à une pratique médicale normative, autoritaire et discriminatoire* »⁹. Il est donc temps d'intégrer la perspective du genre dans les cursus de médecine pour sensibiliser les futurs praticiens aux vécus différenciés de la santé par les femmes et les hommes et les confronter à l'impact de leurs représentations genrées sur leurs pratiques.
- En formant les chercheuses et les chercheurs. Plusieurs initiatives vont dans ce sens. La Commission européenne s'est par exemple engagée à faire du genre une question transversale dans les domaines de la

recherche et de l'innovation et à former les chercheurs à cette approche. Nathalie Bajos, directrice de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM, France), pointe toutefois le risque de confusion quand « *des chercheurs pensent travailler la question du genre, alors qu'ils font des statistiques sexuées : ils remplacent dans les tableaux "femmes/hommes" par "genre". Or en faisant cela, ils ne prennent pas le genre comme une caractéristique sociale (l'appartenance sociale de sexe), mais plutôt démographique et biologique (le sexe)* »¹⁰.

- En prenant en compte les rapports dynamiques qui lient le genre à d'autres facteurs : la classe sociale, l'origine ethnique, l'orientation sexuelle, l'âge, le handicap, etc. Le genre s'articule en effet à d'autres déterminants sociaux qui conditionnent la santé des femmes et des hommes. Inventé en 1989 par la juriste nord-américaine Kimberlé Crenshaw qui s'est inspirée des écrits des Black Feminists, le concept d'intersectionnalité consiste à appréhender de façon globale la complexité de l'identité d'une personne au départ du prisme des inégalités croisées qu'elle subit. Ainsi, certains problèmes de santé sont aggravés chez les femmes touchées par la pauvreté. « *Leurs situations économiques et sociales les exposent davantage dans la vie privée (ruptures conjugales, monoparentalité) comme dans la vie professionnelle (emploi peu qualifié, temps partiel subi, chômage). Les conséquences sur leur santé sont évidentes. Stress chronique, alimentation déséquilibrée du fait d'horaires atypiques et d'un pouvoir d'achat réduit, renoncement aux soins et aux examens de dépistage ont pour conséquence des pathologies diagnostiquées souvent tardivement* », disent encore Muriel Salle et Catherine Vidal.

Les inégalités sociales et les inégalités sociales de santé ne sont donc pas des accidents en marge des systèmes dans lesquels nous évoluons. Elles sont les manifestations des rapports sociaux qui ont une histoire et se perpétuent à travers l'éducation, les médias... ainsi que dans nos pratiques. Elles ne sont pas inéluctables et c'est la raison pour laquelle il convient de les déconstruire, quelle que soit notre position dans le système de soins. ■

L'ADOLESCENCE, UN MONDE À PART ?

L'adolescence – un entre-deux dont les limites temporelles ne sont pas claires et qui semblent d'année en année s'étirer davantage – a pour constante d'être associée à des comportements irritants, déviant parfois, incompréhensibles souvent. Délinquance, conduites à risque, inconscience... Les qualificatifs sont majoritairement péjoratifs et le regard porté sur la jeunesse globalement sévère ou inquiet. Pourtant nous sommes tous passés par là et nous avons tôt ou tard fini par lui jeter un regard nostalgique et complaisant.

Dans les sociétés traditionnelles, le passage à l'âge adulte était soutenu par des rituels symboliques. Comment se dépatouillent les adolescents d'aujourd'hui pour franchir ce Rubicon sans trop se mouiller les pieds ? Qui sont-ils exactement et qu'est-ce aussi que ce concept d'adolescence ? L'occasion de réaliser quelques expériences extrêmes avant de pénétrer un monde de responsabilités, de décisions, de tracas et de traites à payer ? Comment les jeunes peuvent-ils se projeter et se construire dans le monde qui leur est proposé ? En regardant faire les adultes ?

Un chantier en construction

Dans nos sociétés occidentales modernes, tout semble possible, à portée de main, le confort acquis et les libertés de choix infinies. Mais l'avenir laisse aussi entrevoir quelques scénarios catastrophes dans lesquels les jeunes doivent envisager de devoir jouer un rôle : crises économiques à répétition, crises environnementales, climatiques, inégalités galopantes... Ils payeront la lourde facture des choix effectués par leurs aînés. Depuis plus d'un an, ils doivent déjà inscrire leur trajectoire dans une crise sanitaire sans précédent. Une crise qui met à mal leurs repères, ce qui fait socle, ce qui fait sens. Interdictions, restrictions, tout ou presque est proscrit : le groupe, la bande, les sorties, les excursions, le plaisir, les premières fois... Même les cours sont donnés à distance ; or les jeunes se construisent principalement en se déployant dans des espaces multiples, à géométrie variable, à l'extérieur et hors du champ de vision de leurs parents. Dans leurs nombreuses bulles, l'école, le club sportif, le mouvement de jeunesse, le bar du coin, la maison de



8. Solidaris, *Renoncement aux soins de santé pour des raisons financières*, 2020.

9. C. Markstein, A. Rixout, « Genre, féminisme et pratiques médicales », *Politique*, n° 101, septembre 2017.

10. Y. Amsellem-Mainguy, N. Bajos, « Appréhender la santé comme un révélateur social des rapports de pouvoir », *La santé en action*, n° 441, septembre 2017.

LA JOURNÉE NE FAIT QUE COMMENCER

jeunes du quartier, c'est là qu'ils s'éloignent peu à peu de l'enfance et qu'ils se rapprochent d'une identité nouvelle. Car c'est bien à travers l'expérience du groupe que peut se construire une individualité propre. C'est dans ces ailleurs qu'ils peuvent expérimenter d'autres manières d'agir, de penser, et se défaire de ce qui leur a été transmis par leurs géniteurs et par leur histoire pour pouvoir construire quelque chose qui n'appartiendra qu'à eux.

Plusieurs indicateurs sont au rouge

Avant de devenir les adultes de demain, les ados de maintenant avancent, parfois avec difficultés, sur plusieurs fronts. L'école tout d'abord. Le décrochage scolaire concerne un nombre impressionnant d'élèves. Il est lié à des facteurs multiples, personnels ou familiaux, mais aussi à l'échec, à la non-appartenance, à l'étiquetage précoce. Les fermetures successives des établissements scolaires ont accentué le phénomène. Sans cadre, sans le support du groupe, sans l'enthousiasme de retrouver les camarades, seuls des heures durant face à un écran, les jeunes ont massivement décroché cette année. Or nous savons que l'exclusion du système scolaire mène à l'exclusion de la société. Les NEETS, ces jeunes qui ne sont ni en formation ni à l'emploi, comptaient déjà pour 14,5 % en Wallonie et 17,3 % en Région de Bruxelles-Capitale avant la pandémie. Celle-ci a alimenté cette désaffiliation des apprentissages, elle contribue aussi lourdement à l'explosion des problématiques de santé mentale. Les consultations de pédopsychiatrie sont saturées et les listes d'attente pour obtenir un rendez-vous s'allongent. Les inégalités sociales et la précarité ont des effets sur la santé physique : diabète, obésité, leur incidence va croissante.

Réveiller l'adulte

Si le tableau paraît sombre, il est aussi révélateur d'un mal-être plus diffus, sociétal, et dont les plus jeunes se font le porte-parole à travers tout ce qu'ils montrent à voir. En manifestant notamment, en Belgique comme dans de nombreux pays, pour défendre un monde plus juste, plus propre, plus solidaire et respectueux des générations futures.

Car oui, les jeunes s'investissent aussi, et tous ne vont pas mal, loin de là. Ce sont d'ailleurs rarement eux qui parlent de crise d'adolescence... mais plutôt les adultes qui les fréquentent ! Au cours de l'Histoire, ce sont souvent les jeunes qui se sont soulevés, qui ont contesté, secoué les certitudes de leurs aînés. Au fond, ne seraient-ils pas les garants de notre non-engourdissement ? Par leurs passions, leurs réactions ou leurs abstentions, leurs joies et leurs peines, ils réveillent en l'adulte les questions liées à l'engagement, au sens de la vie, au bonheur, à l'amour, au rapport au monde... Ils nous renvoient à nos propres excès et à nos limites et nous posent cette cruelle interrogation : « *Qu'avez-vous fait de votre jeunesse ?* ».

Stefania Marsella, chargée de projet à la Fédération des maisons médicales et assistante sociale à la maison médicale Calendula (Ganshoren).

Une maison de jeunes, une MJ, c'est un lieu d'accueil avec un grand A. Quand on y entre, on y rencontre... des jeunes. Toutes sortes de jeunes (entre douze et vingt-six ans, dit le décret), qui y trouvent un endroit où se poser, participer à des activités socioculturelles, artistiques, sportives. On n'y fait pas de prévention, mais les effets de prévention de la dynamique associative sont bien présents. C'est aussi un lieu où, à leur rythme, ces jeunes emmagasinent l'expérience qui en fait ou en fera des Craccs : des citoyens responsables, actifs, créatifs, critiques et solidaires.

Marc Chambeau, enseignant à l'Institut Cardijn (HELHa), président de la Fédération des maisons de jeunes (FMJ) et auteur d'un recueil de nouvelles¹.

Treize heures trente. La porte d'entrée grince. Ça doit être Jonas qui débarque. Jonas a décidé de brosse les cours le vendredi. Il veut bien faire l'effort d'école quatre jours par semaine, pour faire croire qu'il reste dans le cadre, mais il a d'autres choses bien plus importantes sur le feu. Écrire des slams et réfléchir à sa musique essentiellement. Jonas sait depuis toujours que la Tanière ouvre à 16 heures et qu'il ne sera pas accueilli avant. Il a grignoté petit à petit. Stratégiquement. Disponible pour donner un coup de main, intéressant dans ses réflexions sur ses projets avec ses potes, il a convaincu les animateurs de faire preuve de souplesse. « *Vous favorisez le brossage des cours !* » qu'on leur a dit. Bon. C'était Jonas. Ils n'auraient peut-être pas fait ça pour n'importe quel jeune. « *C'est de la discrimination* » qu'on leur avait renvoyé. Il fallait pouvoir vivre avec ses contradictions. N'empêche que 13 h 30, ça devenait *too much*.

Jonas

« *La semaine prochaine, je ferme la porte à clé et je ne l'ouvre pas avant 14 heures* » que Carmello avait envoyé au bonhomme en guise d'accueil. Jonas avait reçu l'info avec un grand sourire, assuré qu'il était de son pouvoir de persuasion... D'ailleurs, il avait déjà ôté sa veste et empoigné la première grosse caisse qui était à sa portée pour la déplacer vers la pièce où Carmello était en pleine opération rangement. C'était pas un

flemmard Jonas. Pas comme d'autres qui venaient à la MJ pour profiter du confort des divans et de la chaleur des radiateurs. Jérémie par exemple. Le roi des glandeurs de la maison. Mais c'était son droit. Tout le monde était le bienvenu à l'accueil. Si les radiateurs chauffaient c'était aussi pour que les jeunes puissent y poser leurs fesses. S'il y avait de la musique et des fauteuils, c'est pour qu'ils puissent s'y affaler et s'emplier les oreilles. À la Tanière, il y avait plein de projets. Pour presque tous les goûts. Mais le droit à la glande était indéfectible. Il y avait bien assez d'obligations et d'agendas serrés à l'extérieur !

Tout en travaillant, Jonas parlait avec Carmello des difficultés de son groupe de musicos. « *Pas étonnant* » qu'il répondait l'animateur. « *C'est pas pour rien que vous l'avez appelé Patches work votre groupe. Vous êtes bien différents. C'est pas toujours facile d'équilibrer la balance. Surtout pour des p'tits mecs de dix-sept ans. Faudrait mieux gérer votre défonce à l'alcool pendant les répêts... ça, par contre, ça vous mènera à rien.* » Jonas, une fois de plus avait ignoré la question de l'alcool. « *Nos différences, c'est ce qui fait notre richesse. Je suis sûr que si on s'entend, on pourra faire de belles choses !* »

« *Je sais ! Et je serai votre premier fan. Et j'applaudirai autant la qualité de votre musique que votre performance à vous être entendus, toi le slameur*

À la Tanière, il y avait plein de projets. Mais le droit à la glande était indéfectible.

¹. *Restez chez vous*, Éd. du Cerisier, 2021.

qui cisèle ses textes, les peaufine encore et encore, mais qui s'en fout de l'école et râle sur ceux qui passent du temps sur leurs cours. Boris qui justement s'intéresse beaucoup à l'école et rentre à la maison avec des bouquins pour y apprendre encore. Antonin le rockeur pur et dur, viré de tous les bahuts où il est passé, en contrat d'apprentissage boucherie, aux bras tatoués par ses potes, qui se demande ce qu'il fait avec des poètes alors que ce qui compte pour lui, c'est la musique qui arrache. N'empêche, c'est

Les jeunes

n'appartiennent à personne. Ceux-là, particulièrement. Fans de leur indépendance qu'ils étaient.

lui aussi qui pourra passer des heures, comme ça, pour le plaisir, à enseigner la guitare aux mioches de douze ans qui sont à l'accueil. Et puis Éric, bigleux comme une taupe, à la voix d'ange, qui se goinfre tellement que son docteur voudrait l'obliger à aller en cure pour maigrir. Et malgré ça, entraîneur précoce de l'équipe de foot des poussins du village et quasi-professionnel de la troisième mi-temps avec l'équipe première. Je vois pas ce que vous faites ensemble, mais c'est génial que vous y arriviez ! Et que vous arriviez à créer ce que vous êtes en train de créer. C'est clair que ce sera pas facile ! Mais je suis sûr qu'Isabel a la solution miracle quelque part dans son sac ! »

« Oui, heureusement qu'elle est là ta collègue. Elle nous booste et en même temps nous tempère quand il faut. Je suis sûr que si les Beatles avaient travaillé avec elle, ils seraient encore ensemble ! » avait éclaté de rire le jeune slameur. « Z'avez quand même de la chance avec vos collègues féminines. Y a Isabel. Et puis y a Eva avec ses beaux yeux » qu'il avait lâché, en mimant la poitrine opulente de l'animatrice « danse ». Carmello avait l'habitude de ces commentaires un peu macho. Ça faisait partie de leur adolescence aux jeunes. Mais comme ça, entre quatre z'yeux, avec un gars comme Jonas, il n'avait pas envie de laisser passer. « T'as entendu comme tu parles ? C'est ma collègue ! Je peux te dire qu'elle est vachement autre chose qu'une paire de seins ma collègue. C'est une nana extraordinaire qui fait un travail de dingue avec les filles de l'atelier danse. Moi je les vois évoluer depuis trois ans, ces gamines qui sont arrivées pour faire comme dans les clips de Britney. Elle est partie de ça Eva. Mais elle les a fait bosser. Toutes. Même celles qui avaient plus de mal, elle les

a aidées à s'accrocher. Rappelle-toi Rachida il y a trois ans. Oui, elle était un peu ronde, un peu patoude. Tu vois comme elle est aujourd'hui ? Et Rita qui trainait son mal-être dépressif... T'as vu comme elle est reboostée ? Avec ce cours de danse, Eva, elle est en train d'en faire des femmes. Ça carbure au niveau de la condition physique. Mais ça carbure aussi au niveau de la réflexion, je peux te dire. Du respect du corps. Du respect de chacune. De sa culture, de ses idées. Y a un max de sens dans les chorégraphies qu'elles mettent en place. C'est vraiment intelligent. Et ça vient des filles. Eva est derrière tout ça. Présente constamment, mais discrète en même temps. Et Rachida elle danse super bien aujourd'hui. Et elle amène plein d'idées de mouvements, de chorés. Et c'est elle, avec Meryl et Chloé surtout, mais les autres y mettent aussi leur grain de sel, qui disent de quoi leurs danses doivent parler. J'y connais pas grand-chose en danse, mais les regarder travailler, ça coupe le souffle parfois. J'peux te dire, la puissance de leur danse, les idées qu'il y a derrière, ça dépasse bien souvent tes slams à toi ! »

« Ouais, désolé, j'voulais pas dire mal... »

« J'te demande pas d'être désolé, j'te demande de comprendre. T'es un mec intelligent, t'as l'ambition de la tolérance dans ta vie artistique. Faut l'assumer dans la vie de tous les jours. Surtout ici. C'est pas possible le manque de respect à la Tanière... Et j'voulais ajouter... Tes slams, c'est pas vrai ce que je viens de te dire. Ils sont super aussi. Top niveau. D'ailleurs, tu sais quoi ? Tu devrais aller les montrer à Rachida, Rita ou Eva. Je suis sûr qu'elles seraient intéressées et que vous en feriez quelque chose de génial. D'ailleurs, je te verrais bien danser avec elles. Ça manque de mecs dans cet atelier. Pourquoi la danse serait réservée aux filles d'abord ? » Jonas avait souri mais n'avait pas répondu. Rassuré qu'il était que Carmello reconnaisse la qualité de ses textes.

Les jeunes de Thomas

Ils avaient bien bossé et Jonas en avait un peu assez. Il avait plongé sur le canapé rouge bien défoncé, juste en face de la fresque que les jeunes de Thomas avaient réalisée. À la MJ, on les appelait les jeunes de Thomas, mais c'était en clin d'œil à l'animateur, parce que c'était des jeunes qui n'appartenaient à personne. Les jeunes n'appartiennent d'ailleurs à personne. Ceux-là, particulièrement. Fans de leur indépendance qu'ils étaient. « J'aime bien leur gros bonhomme rose. Ils ont quand même parfois du

talent ces petits hip-hoppeurs de merde. » Carmello avait souri. Il y avait encore du boulot pour apprendre ce qu'était la tolérance et le respect. Mais cette fois il n'avait pas relevé.

Ils étaient six, training casquettes comme on aimait les stigmatiser. Cinq mecs, parmi lesquels Joseph, une gueule d'ange. Et amputé d'une jambe. Il se déplaçait avec ses béquilles, plus vite que les autres. Et s'était fabriquée une carrure à la Rocky Balboa. Et une fille aussi. Tatiana et ses dreadlocks. Celle qui avait l'air d'être la cheffe de la bande. Ils rôdaient autour de la MJ sans oser ou sans avoir l'envie d'y entrer. Carmello avait fait une tentative d'approche, mais s'était pris un vent pas sympa... Il n'avait pas insisté. Mais on sentait qu'ils tournaient autour. En arrivant le matin, les animateurs découvraient des canettes, des boîtes de McDo, l'un ou l'autre mégot dans la cour ou dans le jardin derrière la maison. Ils ramassaient en pestant un peu. Un jour, ils ont trouvé un tag sur la porte. Puis d'autres sur les murs du jardin. Aucune preuve que c'était ce groupe... Mais il ne fallait pas être fin limier pour l'imaginer.

Thomas, ces jeunes, c'était plus son truc, sa culture. Mais hors de question de les prendre de front. Il avait donc développé sa stratégie. Il installait des panneaux en bois dans la petite cour devant la Tanière et se lâchait à coup de bombes de couleurs. L'air de rien. Il a fait ça trois ou quatre fois. À la quatrième, il n'a pas rangé le panneau le soir. Le lendemain, il était terminé son panneau. Pas comme il l'avait imaginé, mais quelqu'un d'autre avait participé. Il a retenté l'expérience, laissant des panneaux complètement vides. Ça a explosé de créativité. Il a laissé un post-it sur l'une des œuvres anonymes : « Ça a de la gueule... On se croiserait pas pour en parler ? » Le lendemain, ils étaient là. Ils ont causé. Puis ont pris le temps pour s'approprier. L'histoire du renard et du petit prince qu'on lui avait racontée à Thomas lors d'une formation. Ça l'avait marqué. Un jour ils ont osé rentrer dans la Tanière. Farouches. À distance. Puis, petit à petit, ils se sont rapprochés. Prudemment. Un autre jour, Thomas leur a montré le grand mur du fond. Leur a parlé d'un projet de fresque. Ça a été le déclic. Ils y ont passé quatre week-ends. Le premier pour décider du projet collectif, de son contenu, de l'importance de se souvenir que la Tanière, c'était aussi d'autres jeunes et pas seulement ces

six-là. Tatiana a, la première, embrayé véritablement dans la dynamique. Les autres ont suivi. Les trois week-ends suivants ont été consacrés à la réalisation. Sous la houlette discrète de Thomas. Face à des jeunes créatifs, c'est important d'être présent. C'est surtout important de laisser faire. Ils se sont retrouvés avec du matos disponible. Qu'ils ne devaient pas aller piquer dans les bricos. Parce qu'ils étaient spécialistes de la fauche pour ensuite exprimer leur créativité. S'ils peuvent s'exprimer dans les clous à la MJ, ils continuent à s'exprimer par ailleurs, avec des bombes volées et sur des supports qui leur parlent. Les wagons des trains notamment. Ils sont très fiers de voir leurs œuvres voyager autant et être admirées aux quatre coins du pays.

La fresque de la Tanière parlait de désobéissance nécessaire, de respect des cultures différentes. Elle dégueulait l'intolérance, le racisme et l'extrême droite. Elle était assez violente, mais portait un message positif, même si pas toujours compréhensible au premier abord. Les six jeunes avaient peu apprécié de devoir expliquer un message qui leur paraissait pourtant clair. Avant de mieux comprendre l'incompréhension.

Le projet Maroc

Carmello s'était posé dans un fauteuil en face du canapé de Jonas et il tentait tant bien que mal d'aborder le sujet école quand Catherine est arrivée. Il n'était pas encore 16 heures, mais elle, comme elle était jeune administratrice de la MJ, elle avait le droit. Catherine, c'était un peu la politiquement mobilisée de la Tanière. Pas d'affiliation, loin de là. Mais elle était concernée par le fonctionnement de la société et s'y investissait concrètement. D'abord comme administratrice de la MJ avec Soumia et Adrien les deux autres jeunes, puis quelques « adultes » plus ou moins impliqués dans la vie associative du coin. Ensuite comme jeune engagée dans le projet MJ verte, un projet collectif regroupant plusieurs maisons de jeunes mobilisées dans des réflexions et des actions concrètes liées à l'environnement et au développement durable. Catherine voulait voir avec Carmello s'il était toujours prévu de planter les cassissiers dans le jardin le lendemain. L'opération crème de cassis avait super bien fonctionné pour le marché de fin d'année et il fallait la renouveler. Mais en autonomie cette fois ! C'était l'idée en tout cas...

En plus de mobiliser des jeunes au jardin, elle exigeait la créativité de l'atelier de sérigraphie, chargé de réaliser les étiquettes et les affiches pour la pub. Et les bénéficiaires dégagés étaient dédiés au projet Maroc. Avec les projets que Catherine et ses potes portaient, les activités de la Tanière s'entremêlaient joyeusement vers un objectif suffisamment commun. Pour le projet Maroc, tout se mettait en place grâce aux relations que les jeunes tissaient dans le quartier. Les familles organisaient leurs liens

On ne s'improvise pas animateur d'un accueil. C'est un métier très subtil.

avec le pays pour trouver des lieux d'accueil, des moyens de transport, des guides... Carmello expliquait le document « soutien aux projets jeunes » que Catherine voulait remplir pour obtenir un subside. Avec Antonin, le rockeur des Patches Work et Slimane de la bande du hip-hop, elle imaginait un projet de bibliothèque de rue pour les mioches du quartier. Mais pour être vraiment bons sur le coup, ils s'étaient rendu compte qu'ils avaient besoin d'un accompagnement. D'où la recherche d'un peu d'argent pour se former. Les animateurs se demandaient comment ces trois jeunes avaient réussi à se parler, mais manifestement c'était le cas. Et en plus, pour un projet solidaire assez génial. Ils discutaient d'un partenariat à réfléchir avec Fabienne, la bibliothécaire du village quand la porte d'entrée s'ouvrit trop brusquement pour se refermer avec plus de violence encore. « *Tiens, voilà Mike* » pensa Carmello. « *Il a encore passé une mauvaise journée.* »

Mike

La journée de Mike c'était typiquement une suite de microévénements qui faisait graduellement monter sa colère. Il se lève le matin, sa mère est déjà partie. La boîte de céréales est presque vide et y a rien d'autre à manger. Maman a mis deux pièces de 2 euros sur la table pour un sandwich à midi, mais comme il doit passer à la boulangerie pour prendre de quoi déjeuner le matin, il ne lui restera que les sous pour le jambon fromage sans crudités. Et sans canette ! Déjà dans la cour, il se fait emmerder par ceux de quatrième qui trouvent qu'il a une drôle de coiffure. Puis le prof de math lui rend sa dernière interro. Il a le « I » d'insuffisant. Et le prof lui fait remarquer

devant toute la classe qu'il aurait aimé écrire « Han » à côté du I pour imiter l'âne... Il se fait sortir du cours de morale parce qu'il s'emporte d'une façon que le prof estime disproportionnée lors d'un débat sur... la liberté d'expression. Le temps de midi, il s'engueule avec ses potes parce qu'il n'a pas vraiment envie d'aller voir le match au club le samedi soir. Et au cours de gym, c'est « cumulets » comme il dit. À la sortie des cours, il reçoit un SMS de son papa qui lui dit que finalement il ne pourra pas le prendre le week-end. Il rentre en colère chez lui et trouve un message de sa mère qui lui dit qu'elle ne pourra pas être là le soir et qu'il y a une pizza surgelée. Il en a marre des pizzas à longueur de semaine. Et donc, il débarque à la MJ et c'est d'abord la porte qui morfle. Carmello sait qu'il doit intervenir rapidement. Aller vers Mike. Rappeler la règle et lui faire comprendre qu'il est aussi le bienvenu. Ça Carmello sait y faire. Il impressionne ses collègues sur ce genre de coup. On ne s'improvise pas animateur d'un accueil. C'est un métier très subtil.

Catherine se débrouillera bien toute seule. Carmello s'en va s'occuper de Mike. Et ça tombe bien. Victor, l'éduc de rue de l'AMO va passer dans l'heure. Victor, c'est un dieu du kicker. Pas seulement pour marquer les goals, bien que de ça aussi, il ne s'en prive pas. Mais surtout pour faire de ce lieu autour du babyfoot, un point d'accroche, un point où les jeunes qui jouent avec lui se détendent malgré la passion du jeu et l'envie de victoire. Avec Mike, ça se passe super bien. Victor a exactement la dispo qui lui faut. Carmello aimerait bien que ça aille un peu plus loin, que l'AMO fasse un travail plus important avec Mike qui a vraiment besoin de soutien. Et la MJ ne peut pas tout. Victor est bien d'accord avec son pote Carmello. Mais il sait aussi qu'avec ce genre de coco il faut prendre le temps. Que Mike est assez intelligent pour comprendre le moment où... Et qu'à ce moment-là, on pourra vraiment entamer un travail utile... Un travail sans doute nécessaire pour le gamin. Carmello emmène Mike dans le bureau. Il attrape au passage deux canettes. Il doit préparer la visite de trois autres MJ de la région. Elles veulent embarquer les jeunes de la Tanière dans leurs projets. Il devrait être question d'ateliers photo, de théâtre, de sport et de radio... La journée ne fait que commencer. ■

UNE IDÉE DE L'ADOLESCENCE

L'adolescence évoque invariablement quelque chose de flou qui suggère soit l'image d'une rébellion à mater soit celle d'un cheval fou à dompter soit, dans le meilleur des cas, celle d'un être hybride contraint de réaliser cette lente métamorphose qui l'incitera à ne plus ressembler à ce qu'il était enfant, mais ne lui permettra pas encore de se présenter pour ce qu'il sera une fois devenu adulte.

Bruno Humbeek, docteur en psychopédagogie, pédagogie familiale et scolaire¹.

Rester soi-même en se transformant, voilà fondamentalement la prouesse qui est attendue d'un adolescent. Ce morceau de bravoure est d'autant plus difficile à réaliser qu'il ne se manifeste ni brutalement, comme c'est le cas d'une chenille qui devient papillon, ni spectaculairement, comme le suggère une grenouille qui, en se dépouillant progressivement de son habit de têtard, prend cette forme radicalement autre d'un batracien adulte. L'adolescence donne pour sa part l'impression de s'étendre en longueur, de se poursuivre sans avoir véritablement commencé à un moment précis et de cesser sans n'avoir jamais véritablement terminé son cours. Elle s'étend de nos jours sur une durée d'autant plus indéterminée qu'elle est de moins en moins associée à des rituels qui, marquant le passage d'un état à un autre, permettent d'être reliés à une date ou à une période fixe.

L'adolescence n'existe pas

Certains diront qu'elle commence vers neuf ans et citeront le phénomène des Lolita, ces petites filles prépubères et néanmoins hypersexuées. Il sera question pour eux d'*adonnaissance*. D'autres argumenteront qu'elle ne cesse jamais en évoquant les Tanguy, ces jeunes adultes qui continuent à vivre avec leurs parents, menant le plus longtemps possible une existence qui les met à l'abri d'un ensemble de difficultés et de responsabilités auxquelles confronte habituellement l'expérience de l'âge adulte. Il s'agira pour eux d'*adulcescence*.

Le terme « adolescence » permet de désigner la construction mentale censée rendre compte de cette période qui se constitue entre l'adonais-

sance et l'adulescence. Dans les structures sociales qui n'ont pas inscrit ce terme ou son équivalent dans leur patrimoine linguistique, la transition de la période enfantine à celle de l'âge adulte (qui existe, elle, dans toutes les sociétés) se réalise en un temps éclair et se consume dans un ensemble de rituels plus ou moins codifiés et une série d'épreuves plus ou moins pénibles par lesquels l'appartenance au groupe adulte est socialement reconnue et l'accession au rang d'individu responsable est légitimement authentifiée. Ce n'est que dans nos sociétés qui font l'impasse des rituels et laissent chacun bricoler ses épreuves à son rythme et à sa guise que le terme est apparu. Il fallait bien imaginer un mot aussi élastique que la période qu'il sert à désigner.

C'est pour cela qu'il ne s'agit pas, en affirmant que « l'adolescence n'existe pas », de dénier la réalité d'une période intermédiaire de développement qui séparerait l'enfance de l'âge adulte. Ceux qui sont confrontés aux difficultés concrètes que pose la cohabitation avec un adolescent et aux défis multiples que suppose son éducation ne supporteraient pas de l'entendre. Pour eux, l'adolescent existe plutôt deux fois qu'une. Il se pose même comme une réalité tangible et les difficultés qu'il soulève donnent souvent l'impression que l'adolescence exerce sur les problèmes pédagogiques une fonction similaire à celle de la levure : elle gonfle tout.

Il ne s'agit pas de dénier la réalité d'une période intermédiaire de développement qui séparerait l'enfance de l'âge adulte.

1. B. Humbeek est l'auteur de nombreux ouvrages, dont le récent *Quelles pédagogies pour mon enfant ? Histoire et contre-histoire de la pédagogie*, Éd. Mardaga, 2021.

Pour qui l'adolescence est-elle véritablement une crise ?

Envisagé comme un sujet en vacance d'identité, l'adolescent est souvent présenté comme quelqu'un qui, empêtré dans un inconfortable présent, serait amené à rompre avec son passé, plus sécurisant, d'enfant, sans pour autant disposer de tous les codes qui lui permettent de faire pleinement son entrée dans le monde des adultes. Ce que Gramsci disait en parlant de l'évolution des sociétés semble également d'application pour ce qui relève du développement d'un être humain : « *Quand un monde ancien n'existe pas et que le monde nouveau peine à venir, vient la période où l'on voit apparaître les monstres* ».

Kafka a mis en scène cette métamorphose dans son roman éponyme. Cette impression de devenir monstrueux, à ses propres yeux comme vis-à-vis de ceux qui l'entourent et souffrent de ne plus le comprendre dès lors qu'il est question de crise, c'est exactement ce que ressent l'adolescent quand, dans cet âge autrefois « ingrat », il se défie de sa forme changeante et se met à souffrir de dysmorphophobie parce qu'il s'empêche d'habiter sereinement ce corps trop mouvant auquel il n'a jamais le temps de s'habituer. Ces formes pathologiques d'acceptation d'une corporéité instable dans ses formes ne sont toutefois pas la norme. Généralement et en dehors des périodes particulières qui freinent son besoin d'actions et d'interactions, l'adolescent se trouve plutôt bien dans sa peau et cette période de développement correspond même à l'un des deux pics de bonheur qui traversent le plus souvent un parcours humain (le second est situé aux alentours de la soixante-cinquième année). Par ailleurs, la crise de l'adolescent semble généralement désigner moins la sienne propre que celle qu'éprouvent ceux qui – parents, enseignants ou éducateurs – ont à se préoccuper de lui. Ce sont davantage les adultes qui évoquent des troubles spécifiques ou des difficultés particulières liées à cette période. Le fait que l'adolescent se trouve confronté à la nécessité de mettre en scène un Moi qui se diffracte dans le temps en s'inscrivant dans une histoire (c'est-à-dire en réalité un Soi) induit également une difficulté plus grande à saisir ce qu'il vit et à le comprendre que lorsqu'enfant il n'était pas confronté à cette même obligation de se constituer en sujet dans un récit qui se déploie dans

la continuité. C'est ce qui explique qu'un adulte associe spontanément à l'idée d'enfant des termes connotés positivement (jeu, insouciance, rire, etc.) alors que le champ sémantique qu'il utilise pour parler de l'adolescent emprunte plus directement au registre problématologique des difficultés et des troubles. Cette association n'est pas le reflet de ce qui est véritablement vécu, mais liée au fait que l'enfant se vit essentiellement dans l'instant alors que l'adolescent entame une métamorphose complexe qui incite à penser qu'elle ne peut être que difficile et donc éventuellement pénible.

La triple métamorphose de l'adolescent

La métamorphose adolescente se pose dans cette optique comme une lutte qui s'engage sur un triple terrain, celui de la physiologie, de la quête identitaire et de la reconnaissance sociale.

Un cerveau étonnamment câblé. Le cerveau adolescent se fait la cible d'un véritable bombardement neuronal qui se manifeste par un afflux de matière grise – et donc une augmentation significative des neurones – associé à une matière blanche qui, évoluant quantitativement moins rapidement et moins brutalement, empêche les connexions neuronales de se réaliser dans la même proportion. Résultat : les adolescents se transforment en collecteurs d'information particulièrement performants, mais ils ne disposent pas de connexions suffisantes pour donner à ces informations la consistance de connaissances organisées, structurées et systématisées. C'est ce phénomène qui explique notamment leur forte appétence pour toutes les formes de prêt-à-penser qui permettent de poser les informations sur une structure susceptible, à moindre coût, de leur donner l'apparence d'un système organisé qui connecte entre elles les informations recueillies de façon éparse.

Cette métamorphose neuronale implique en outre un processus d'élagage à travers lequel les neurones non utilisés disparaissent. Cela explique que ce qui le mobilisait ou le passionnait enfant peut se mettre à l'ennuyer profondément et que ses activités changent parfois complètement de forme et de fond. C'est ce qui explique aussi que l'adolescent, ne sachant plus très bien où fixer ses intérêts, passe souvent par une période au cours de laquelle l'ennui et le « rien-faire » ne lui paraissent pas nécessairement pro-

blématique. Ces périodes alternent en outre parfois avec d'autres moments au cours desquels l'action, la découverte et l'expérience vécue se posent avec une urgente nécessité parce que, en ne disposant pas de ces supports de réalisation de soi, l'adolescent peine à se construire et que l'identité trouve trop peu de matière pour se constituer.

Une identité en friche, entre ipséité et mêmété. L'identité est un processus complexe qui suppose de ressembler aux autres et de s'en singulariser. Chez l'adolescent, l'évolution identitaire suppose à la fois de se définir des groupes d'appartenance à travers les interactions qu'il noue en dehors de sa famille et de s'affirmer individuellement en démontrant son aptitude à se réaliser de façon originale et particulière. Cette tension entre l'ipséité et la mêmété a été mise en avant par Ricœur pour expliquer comment la quête identitaire se constitue parfois comme un tissu de forces contradictoires et de tendances paradoxales qui imposent de ressembler aux autres (ou à certains autres) tout en se définissant comme unique. Cette unicité de la ressemblance ou cette affiliation respectueuse de la singularité induit des formes complexes de reconnaissance identitaire susceptibles d'induire des comportements, des conduites et des attitudes parfois difficiles à comprendre pour un adulte pour qui la pression identitaire se fait sentir avec moins d'intensité. C'est ce qui explique notamment l'importance démesurée accordée au look, aux communautés d'appartenance et aux objets de marque.

Cette métamorphose identitaire est renforcée par une troisième, à caractère social, qui impose à l'adolescent de se montrer particulièrement soucieux de l'image qu'il donne et qui explique pourquoi il existe aussi essentiellement à travers ce que son entourage fait de lui en lui attribuant son identité et en l'associant à des traits de personnalité qui en fixent les composantes.

Un besoin de reconnaissance inédit. L'adolescent tolère sans mal de ne pas être compris, accepte généralement sans réserve d'être contesté, mais il ne supporte pas d'être « nié » ou « dénié ». N'être « personne » ou « pas grand-chose » se révèle une véritable souffrance dont l'entourage prend généralement trop peu la mesure. Ces adolescents humiliés ou fatigués de n'être qu'eux-mêmes peuvent dans les cas les plus

lourds chercher à « reprendre la main » en existant intensément à travers les conduites à risque ou, s'il est question de revêtir un costume de héros pour tout racheter d'un trait, être tentés de le faire par un geste spectaculaire ou par une histoire aventureuse. Certains se contenteront pour étreindre ces identités héroïques de l'espace virtuel que constituent les jeux vidéo, mais d'autres, plus radicalement, utiliseront ces leviers identitaires pour se lancer dans un jihad ou se faire l'auteur d'un massacre. Évidemment, il s'agit de cas extrêmes. Néanmoins cette tendance à l'excès apparaît si souvent associée au paradigme adolescent qu'il est important de ne pas la sous-estimer dans un monde où les identités ne se constituent pas facilement et où celui qui se nourrit essentiellement d'actions et d'interactions risque, quand les circonstances d'une pandémie le privent brutalement des uns et des autres, de sombrer dans une forme d'engourdissement affectif qui laisse augurer des réveils brutaux et le recours à des conduites impulsives.

En quoi un adulte peut-il être utile pour un adolescent ?

Les adolescents paraissent souvent autosuffisants et tendent à se présenter comme des êtres autonomes. C'est pour cela qu'il peut paraître tentant de les laisser se débrouiller avec les difficultés qui se posent à eux, de les regarder tâtonner ou de les voir s'empêtrer dans les fils de leur existence.

Il suffit d'écouter Pline l'Ancien déjà s'inquiéter de devoir laisser le monde à cette génération nouvelle décrite comme irresponsable, vaniteuse et peu soucieuse d'assumer ses obligations morales, pour comprendre que le conflit des générations n'est pas neuf. Est-ce à dire qu'il faut, en tant qu'adulte, se tenir à distance ? Au contraire, il est important de multiplier les échanges notamment lorsque l'adolescent éprouve des difficultés à se construire et qu'il peine à trouver, parmi ses pairs, de quoi le soutenir dans cette quête difficile qui l'amène à devenir ce qu'il est. Pour cela, l'adulte devra toujours veiller à se montrer disponible sans être envahissant et attentif sans être intrusif. C'est là tout l'enjeu de l'éducation. C'est aussi la condition essentielle à la construction du monde de demain que ne manqueront pas de faire tourner les adolescents d'aujourd'hui. ■

QUE JEUNESSE SE PASSE!

Binge drinking, polyconsommation, accessibilité à de nombreux produits... notre jeunesse est-elle complètement enfumée? Boire de l'alcool en quantité, se défoncer, rouler vite... est-ce un passage obligé? Ces mises en danger ne sont pas neuves et elles ne cessent d'inquiéter parents et autorités. De quoi sont-elles le signe?

Martin de Duve, directeur de l'asbl Univers santé (Louvain-la-Neuve).

Souvent, les parents, les adultes encadrants, les médecins, les éducateurs... se sentent démunis, inquiets ou maladroits lorsqu'il s'agit de ces sujets difficiles. L'ivresse, les drogues, la vitesse, la sexualité... les premières expériences de jouissance.

Psychanalyste et médecin, Jean-Pierre Jacques¹ nous rappelle que l'adolescence est un temps de la vie où il s'agit de se confronter, de se cogner au monde des adultes. On quitte la sécurité de l'enfance, on cesse de faire le gentil petit garçon, la gentille petite fille qui vient tout câlin dans le lit des parents le dimanche matin. On doit devenir un dur, un homme, une femme, compétitif, gagnante. Et pour ça, on doit faire ses preuves.

Bricolage de pseudo-rites d'initiation

Dans les sociétés traditionnelles, ces preuves étaient fournies par des épreuves à traverser, toujours prescrites par les codes culturels et souvent accompagnées de dangers, réels ou imaginaires. Les civilisations traditionnelles, très normatives, exigeaient ce passage au travers de rituels d'initiation.

Nos sociétés postmodernes, rationnelles, dédagées des brumes de la superstition ont banni

ces rituels d'initiation archaïques. Comme le monde des adultes n'en impose plus, les jeunes doivent les bricoler. Ils inventent des simulacres d'initiation : rave party, bizutages, baptêmes, conduites à risque, ordalies improvisées. YouTube recensera leurs exploits les plus fous : grimper le long

des câbles du Golden Gate, « afonner » une bouteille de Tequila... Tout ce qui peut s'imaginer comme expérience extrême ou insolite dans

laquelle le risque est présumé fondateur d'une identité nouvelle et plus forte. Ce qui est acquis, à coup sûr et au sens propre, c'est une image. Mais une identité? C'est une méthode pour tenter de dire « j'existe, je peux traverser des épreuves », éventuellement mortelles, qui m'assurent que je ne suis plus un enfant, dépendant, mais une grande personne, puissante et autonome.

Faute de s'en voir assignés par les structures sociales, les ados improvisent des rituels, souvent plus sauvages et dangereux que ceux des sociétés traditionnelles. Et il a fallu réinventer les procédures. C'est dans la jungle des expériences psychotropes – en exposant non plus leurs corps aux fauves, mais leurs cerveaux aux aléas chimiques – et des épreuves d'enivrement qu'ils se dégotent les défis les plus corsés. D'où les raves, les festivals et tous ces moments de transe, d'excès et de prise de risque typiques des rituels d'initiation. La conduite de motos ou d'autres bolides façon James Dean fait partie du tableau, dans une course à l'ivresse de la vitesse.

Les puristes feront remarquer avec raison que ces rituels adolescents sont très lacunaires quand on les compare à leurs équivalents observés dans les cultures prémodernes. Dans ces dernières, ce sont les adultes qui encadrent et valident le processus dans un consensus social massif. Celui-ci transmet au passage les mythes fondateurs de la communauté et des enseignements sur le sens à donner à l'existence, sur la place de chacun dans une continuité de générations. Rien de tout cela dans les raves ou les baptêmes, qui n'en sont qu'un simulacre. Ce sont ces différences qui contribuent à expliquer pourquoi ceux de nos ados ne sont pas très efficaces pour construire une identité, fournir une réponse à une quête de sens. Et c'est aussi pourquoi, dans certains cas, ils doivent être répétés

Les ados improvisent des rituels, souvent plus sauvages et dangereux que ceux des sociétés traditionnelles.

1. M. de Duve, J.-P. Jacques, *Jeunes et alcool, génération jouissance*, De Boeck, 2014.

jusqu'à la nausée, faute d'avoir pu répondre et d'avoir assigné au jeune sa place dans le monde. Le rituel dans une société traditionnelle est une cérémonie d'exception, un événement unique et non renouvelable, la cuite « initiatique » en vient à se renouveler parfois tous les week-ends... et toujours dans une marge transgressive, loin de tout consensus social, dans un espace coupé des autres générations, voire hostile.

Françoise Dolto disait : « *les jeunes n'ont qu'un mot à la bouche : Sortir* ». Chaque sortie du nid familial est une métaphore de la sortie de l'enfance, une expérience de l'autonomie à conquérir, de préférence avec le sentiment de l'avoir arrachée à des parents contraires. D'ailleurs ceux-ci doivent se faire violence pour y consentir. Certes le monde extérieur paraît toujours plus dangereux que le cocon domestique, mais il s'agit surtout pour eux de faire le deuil de l'enfance bénie de leur progéniture. C'est donc aussi contre cette aspiration des parents à éterniser l'enfance que les ados s'élèvent, furieusement parfois, pour sortir, sortir à tout prix de cette enfance, lieu de dépendance et d'asservissement aux désirs parentaux.

Pourquoi transgresser, dépasser les limites ?

Jusqu'à l'âge de vingt-quatre ans environ, le cortex préfrontal, siège de l'inhibition, est immature. Lorsque celui-ci est dépassé, c'est le cerveau « émotionnel » qui prend l'ascendant (putamen, claustrum, cortex cingulaire antérieur, amygdales). Le libre arbitre de tout un chacun est guidé par la capacité des lobes frontaux et préfrontaux à inhiber les réponses de notre cerveau primitif. Cela permet de comparer les messages perçus, reçus, avec des éléments de notre mémoire, ce qui, dès lors, provoque l'inhibition de la réponse émotionnelle et guide notre intention selon les arguments et nos besoins. L'enfant et le jeune dont les lobes frontaux et préfrontaux sont encore immatures montrent donc des difficultés particulières à traiter scrupuleusement un message, à comprendre l'intention persuasive, à distinguer une publicité d'un jeu ou d'une information et à contre-argumenter.

Comme le souligne la chercheuse Nadine Frassel², alors que les certitudes du passé sont mises en question par les jeunes, les valeurs pro-

posées par les marques ou les influenceurs et influenceuses des réseaux sociaux ont tendance à être mieux entendues que celles proposées par les parents, l'école, les institutions et organisations et compensent les pertes de repères institutionnels. Par ailleurs, le jeune qui s'écarterait du discours généralement adopté par ses pairs pourrait se voir marginalisé, ce qui pourrait également modifier certains comportements par la favorisation de mal-être social qu'engendre cette mise à l'écart.

Cependant, ne soyons pas non plus trop pessimistes. La grande majorité des adolescents font preuve d'esprit critique développé, et notre rôle est d'aider le jeune à l'utiliser à bon escient afin de favoriser chez lui le réflexe critique et responsable.

Les « jeunes » sont-ils tous les mêmes ?

Nous, adultes à la mémoire défaillante de notre condition antérieure, avons cette fâcheuse tendance à considérer la jeunesse comme une entité en soi, mais il y a autant de jeunes que d'individualités, autant de jeunes que de comportements. Femme ou homme, plus ou moins âgé, en groupe ou seul, nous ne consommons pas de la même manière. Cela dépend également de notre origine socioculturelle, de notre environnement familial, de notre situation géographique, du type d'enseignement ou d'écoles que nous fréquentons, de l'investissement dans la vie sociale, culturelle ou sportive, etc. Les profils de consommateurs varient, comme les comportements de consommation, et les deux sont d'ailleurs parfois associés.

La consommation d'alcool ou de drogues par les jeunes est souvent présentée de manière caricaturale dans les médias, sans remise en contexte sociétal et culturel. Nous devons donc faire l'effort de lire entre les lignes et de sortir des clichés qui renforcent le hiatus entre jeunes et adultes. Nous devons donner plus souvent la parole à nos jeunes pour mieux percevoir leurs comportements réels et mieux comprendre les motivations de certains comportements plus à risque.

C'est aussi contre cette aspiration des parents à éterniser l'enfance que les ados s'élèvent, furieusement parfois.

2. N. Frassel, « Marketing et responsabilité des alcooliers envers les jeunes », travail préparatoire à la publication « Les publicitaires savent pourquoi », *Cahier de l'éducation aux médias, Média-Animation*, août 2006.

Le jeune et ses représentations au centre du processus éducatif

Avant même de parler d'alcool, de drogues, de risques, d'effets sur la santé, etc., il s'agit de stimuler ce qui est porteur de vie et de sens pour le jeune. Lui faire confiance et lui donner confiance, stimuler son esprit critique, lui donner de bonnes compétences relationnelles et sociales, être à l'écoute de ses aspirations, l'encourager lorsqu'il s'engage dans un projet ou une activité qui lui tient à cœur, l'écouter en parler, le soutenir... Tout cela constitue de réels facteurs protecteurs face à une série de comportements à risque et l'aide à faire preuve d'assertivité – la capacité à s'exprimer et à défendre ses droits sans empiéter sur ceux des autres – notamment en matière de résistance à la pression des pairs à (sur)consommer. Lorsque le lien est établi avec le jeune, et seulement après, nous pouvons envisager d'explorer d'autres pistes éducatives.

Le jeune a des compétences, des acquis, des savoirs. Lorsque nous souhaitons mettre en place des actions de sensibilisation, de prévention ou

de promotion de la santé, il est indispensable de l'associer à toutes les étapes de la construction du projet ou de l'intervention éducative. Cela consiste à partir de ses représentations, à définir ensemble les objectifs et les actions, les messages à faire passer, le ton, les visuels, les

actions de terrain, etc. Si le jeune peut être acteur et porteur direct des messages lors des interventions, c'est encore mieux. Le ton sera évidemment toujours plus juste, pour autant qu'il ne tombe pas lui-même dans des écueils comme la prévention par la peur ou la stigmatisation.

La consommation de cannabis, les raisons du « pousse à boire » social, la recherche de l'ivresse ou de la perte de contrôle ou encore la recherche effrénée d'adrénaline à travers les sports extrêmes sont influencées par de multiples facteurs qui agissent généralement bien en amont des comportements proprement dits.

Prendre conscience de ces multiples facteurs permet de sortir d'une vision partielle et étriquée de la prévention et par conséquent d'élar-

gir les actions en faveur de contextes plus favorables à des comportements plus responsables. On évite aussi par la même occasion de se focaliser et de stigmatiser le produit, l'activité ou le public qui nous intéresse.

Les travaux du sociologue Christophe Moreau³, entre autres, nous rappellent qu'il s'agit de développer des stratégies à long terme. Celles-ci ne se limitent pas aux connaissances (approche cognitive de la prévention), mais intègrent également les compétences sociales (expériences vécues, responsabilisation, construction identitaire) et émotionnelles (gestion des affects, des conflits, capacité d'autolimitation, estime de soi, valeurs...). Il faut en outre développer les compétences sociales des jeunes au sein des groupes : stimuler les activités émancipatrices pour les individus du groupe, faire appel à leur créativité, favoriser la co-construction de projet, faire appel à leurs compétences artistiques, culturelles, sociales, sportives, etc., mais aussi être vigilant envers les plus casse-cou, proscrire l'esseulement des pairs en période d'ivresse, de *trip*, et développer l'autocontrôle par les pairs.

Comment rester cohérent ?

N'oublions pas non plus de considérer l'environnement dans lequel nous évoluons. Il faut approfondir la réflexion sur l'espace public : quelle signification a cette visibilité massive des jeunes dans le cœur de nos villes ? Y a-t-il des enjeux sociaux, économiques, symboliques qui montrent une volonté de participation à la vie de la cité ? Articulons l'implication des jeunes eux-mêmes et l'engagement des adultes. Facilisons la formation et l'échange de pratiques pour les intervenants, adaptons les actions de prévention et de réduction des risques aux différentes trajectoires des jeunes, prenons en considération leurs ambiguïtés, leurs envies, leurs contraintes, leurs angoisses, leur complexité, et considérons les contextes législatif, socioéconomique, culturel, sanitaire ou encore géographique dans lesquels tout cela s'inscrit... Autant d'éléments qui constituent déjà une base solide pour agir de manière cohérente et globale. Reste à espérer que les pouvoirs publics pourront eux aussi changer de regard et soutenir massivement ces pratiques émancipatrices et déplacer le curseur de la responsabilité de l'individu vers la société. ■

Lorsque le lien est établi avec le jeune, et seulement après, nous pouvons envisager d'explorer d'autres pistes éducatives.

3. M. Choquet, Ch. Moreau, *Les jeunes face à l'alcool*, Erès, 2019.

SEXE AND LOVE : LES ENJEUX DE L'EVRAS

Adolescence, qui es-tu ? Un temps suspendu entre l'enfance et l'âge adulte ? Une transformation physique et psychique ? Une zone abyssale faite de questionnements fondamentaux, d'angoisse de séparation avec les parents et les adultes ? Un enjeu crucial sur le regard des autres, sur la question du désir et de l'éveil à la genitalité ? Un *no man's land* entre fantasmes et réalité ?

Sandrine Garaboeuf, psychothérapeute systémicienne adultes-ados-couples-familles, coordinatrice de l'équipe EVRAS du centre de planning familial de Saint-Gilles.

Une certitude : tu es incontrôlable, incontournable, tu remets en question notre place au sein de la famille et nos liens sociaux, nous amenant à prendre des risques, à tester les limites, à explorer l'inconnu, à vouloir désirer, aimer et contrôler. Tu peux tout autant être un problème ou une chance, alors comment te contenir ?

C'est aussi dans le champ de l'exploration et de l'éveil à la sexualité que les questions des ados vont naître. Pour certains, les réponses vont se trouver au sein de la famille, dans la fratrie, chez les amis et les amies avec parfois le risque ou le piège d'être mal informés. Pour d'autres, ce sont les sites internet, les forums ou la pornographie qui servent d'experts en matière de sexualité, d'infections sexuellement transmissibles (IST), de contraception ou de sentiment amoureux.

Qu'est-ce que l'EVRAS ?

Depuis de nombreuses années, le champ scolaire est devenu le lieu privilégié d'accès à l'EVRAS : l'éducation (ou l'éveil) à la vie relationnelle, affective et sexuelle. « Une démarche d'EVRAS se fonde toujours sur le respect, la tolérance, l'accueil des différences et l'ouverture à l'autre. Elle vise à apporter une information fiable, impartiale et exhaustive et à participer au développement de l'esprit critique afin d'aider les jeunes à construire leur identité, assurer leur bien-être et à prendre des décisions éclairées. »¹

La dimension relationnelle, affective et sexuelle est capitale et essentielle et les questions qui s'y apparentent vont nous traverser à chaque stade de notre existence. Notre santé ne se limite pas

à une question biologique ou mentale ; notre santé sexuelle, qui englobe les deux pôles (physiologique et mental) est définie par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) comme « un état de bien-être physique, mental et social dans le domaine de la sexualité »². Toujours selon l'OMS, l'accès à l'EVRAS est un droit et un espace de réflexion et de transmission de la protection des droits sexuels et reproductifs avec un objectif clair : une vie affective et sexuelle épanouie dans une société égalitaire. La mise en œuvre de l'EVRAS en milieu scolaire ou autre vise à³ :

- Promouvoir le libre-choix, le respect, la responsabilité envers l'autre et soi-même et l'égalité dans les relations amoureuses et les pratiques sexuelles des jeunes.
- Permettre aux enfants et aux jeunes de construire, parallèlement à leur développement psychoaffectif, des compétences personnelles en vue de leur permettre de poser des choix responsables.
- Prévenir la violence dans les relations amoureuses, et sur un plan plus général, dans les relations entre personnes de genre féminin et masculin.
- Déconstruire les stéréotypes sexistes, homophobes et transphobes.
- Prévenir les grossesses non planifiées, non désirées.
- Réduire les risques d'infections sexuellement transmissibles, notamment par l'information sur les moyens de protection.

Notre santé ne se limite pas à une question biologique ou mentale.

1. www.evras.be.

2. www.who.int.

3. Inspiré des objectifs définis par les stratégies de concertations EVRAS.

L'EVRAS consacre donc aussi l'importance d'élargir le cadre de l'éducation sexuelle pour inclure les aspects sociaux, relationnels et familiaux, dans la droite ligne des recommandations de l'UNESCO, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

L'ado explore son corps en se masturbant (parfois avec culpabilité et angoisse selon la culture ou la religion), ce qui lui amène une nouvelle vision de ce corps et de son intimité sexuelle. Tout cela lui accorde un nouveau statut : celui d'être humain sexué, modifiant par là même ses relations sociales avec ses pairs et avec sa famille.

C'est à l'adolescence que l'individu va expérimenter sa liberté d'être, d'agir et de jouir de son propre corps. C'est en tout état de cause une période faite d'essais/erreurs, d'essais/réussites, de découvertes et d'explorations dans divers domaines. L'individu commence à vivre une période de différenciation avec ses parents, tout en

se sentant parfois vulnérable, empreint de désarroi, d'angoisse, de dépression, se laissant aller à des conduites à risque ou à des tentatives de suicide. L'adolescent ne réalise pas toujours vraiment qu'il se met en danger, d'autant plus lorsque les

conduites à risque procurent du plaisir, de la jouissance ou des sentiments de surpuissance. Ces conduites à risque se retrouvent bien entendu aussi dans le champ de la sexualité.

La pertinence d'animations EVRAS pour les adolescents n'est donc ici pas à prouver. Permettre aux ados d'être bien informés, d'avoir des espaces de paroles pour débattre, pour se questionner, pour échanger des expériences, est le chemin le plus approprié vers une autonomie en matière de vie sociale, affective et sexuelle. Même s'ils sont maintenant rejoints par une multitude d'autres professionnels de prévention, les acteurs principaux en la matière restent les centres de planning familial. « *La première raison est d'ordre historique : quand les centres de planning familial ont commencé à proposer des animations, ils se sont d'abord tournés vers le milieu scolaire. Il s'agissait alors de libérer la sexualité de la crainte des grossesses non désirées, d'informer*

les jeunes quant aux méthodes contraceptives modernes (la pilule est encore une relative nouveauté à ce moment). »⁴ Depuis plus de quarante ans, ils agissent et militent pour une égalité entre les femmes et les hommes, dans le champ de la santé sexuelle et reproductive, dans l'objectif de permettre une sexualité épanouie pour toutes et tous. C'est notamment l'EVRAS qui permet d'aborder les IST, la contraception, le consentement, l'intimité, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, le plaisir sexuel, les mariages forcés, le harcèlement, la pornographie et aussi l'accès à l'interruption volontaire de grossesse (IVG).

Comment parler de sexualité ?

Selon une étude de 2017⁵, l'âge moyen du premier rapport sexuel est dix-sept ans. Mais qu'entend-on exactement par « rapport sexuel » ? Un rapport incluant une pénétration hétérosexuelle ? Il serait plus juste de parler de « moment sexuel » pour établir une estimation de la première expérience en matière de sexualité. « *Un rapport sexuel, c'est la découverte de ton corps et celui de ta-ton partenaire, c'est l'occasion de partager un moment intime avec la personne de ton choix et dans le respect du consentement de chacun.e. En effet, le désir sexuel varie d'une personne à l'autre et il est possible que le désir sexuel de chacun.e ne correspondent pas.* »⁶

Entre dix et dix-sept ans, il semble que ce soit la question de la norme, ou normalité, qui tourmente les ados, d'autant plus s'ils découvrent une attirance pour un ou une autre du même genre, voire s'ils ou elles ressentent une autre identité de genre. Ce sentiment de « différence » peut alors être vécu comme une souffrance avec de la honte, un sentiment de rejet, un vécu de harcèlement. Parler de cela dès l'âge de dix ou onze, avec un langage clair et en employant le plus tôt possible les bons mots sur l'apparition des premiers poils pubiens, l'arrivée des règles, la naissance du désir, les corps mâles et les corps femelles, le pénis, la vulve, le vagin, participe à la construction d'une bonne estime de soi. Parler de puberté, de sexualité et de genre permet de diminuer les interrogations et les angoisses liées à ce passage de l'adolescence à l'âge adulte.

Certains adultes ont des idées préconçues sur le moment idéal pour parler de sexualité aux enfants ou aux adolescents. En parler serait comme donner un feu vert, une autorisation ou une in-

citation à passer à l'acte sexuel. Les professionnels de l'EVRAS pensent tout le contraire. Plus tôt nous abordons la question de la sexualité avec les enfants, plus aisé et plus fluide sera le dialogue au moment où le jeune en aura besoin.

Internet, réseaux sociaux, marchandisation de la sexualité

Nombre d'adolescents pensent tout connaître en matière de sexualité. Dans notre réalité de terrain, nous sommes confrontés à tout le contraire. Les adolescents d'aujourd'hui n'entrent pas plus tôt dans la sexualité que la génération de leurs parents. En revanche, avec l'affaiblissement du tabou de la relation sexuelle, ils affichent sans complexe leur sexualité, y compris grâce à de nouveaux supports offerts par internet, les réseaux sociaux comme Instagram, TikTok, Snapchat. La conception de la vie affective et sexuelle demeure toutefois différente selon qu'on est un garçon ou une fille, hétéro, homo, bisexuel, transgenre.

Dans notre société d'hyperconsommation, la sexualité n'échappe pas à la règle de la marchandisation. Elle est partout, dans la rue, les publicités, les émissions de télé, les films et les séries, nous invitant à cultiver l'attirance sexuelle avant tout. La compétition des likes sur les réseaux sociaux semble fondée presque essentiellement sur l'apparence physique. Comment les jeunes peuvent-ils s'y retrouver dans ces nouveaux rapports amoureux sans être parfois inquiets ou perturbés ?

La notion du consentement est rarement abordée sur le net et pourtant elle nous semble la base d'un vécu épanouissant de la sexualité. Nous veillons toujours à l'intégrer dans nos animations, dès le plus jeune âge. Le consentement s'applique aussi dans l'utilisation des réseaux sociaux. Cette utilisation n'est pas sans danger avec de nouvelles formes d'exploitation des images personnelles (menaces de diffusion de vidéos et de photos pouvant compromettre, des diffusions à caractère sexuel sur les sites de rencontres). Ce consentement est également à soutenir avec l'accès de plus en plus précoce à la pornographie. Celle-ci peut entraîner une vision erronée de la sexualité entre les personnes puisque souvent elle arbore et véhicule des pratiques stéréotypées, violentes, sans parler de l'exploitation des êtres humains. Sur des sites de

rencontres de type Tinder, les rencontres sont faciles, elles sont presque toujours éphémères, parfois le temps d'un moment sexuel.

Ce n'est cependant pas en stigmatisant ces pratiques, mais en insufflant cette prise de conscience du consentement que nous pourrions créer un lien de confiance, de respect et un esprit critique éclairé envers cette émergence de la sexualité dans le quotidien des ados.

Pas un cours d'éducation sexuelle !

Les acteurs scolaires (direction, équipe éducative, centre psycho-médico-social, service de promotion de la santé à l'école) sont responsables de l'élaboration et de la mise en œuvre d'activités EVRAS à l'école. Ils ont l'obligation de prendre des initiatives en la matière, dans le cadre de leur autonomie.

Ils font souvent appel à des intervenants externes, notamment les centres de planning familial ou des associations de prévention, qui inscrivent leurs interventions dans le cadre du projet de l'établissement scolaire, si possible en adéquation avec le projet du centre PMS et du service PSE, s'il en existe un.

Ce sont « *des professionnels capables de prendre distance par rapport à leurs propres représentations, valeurs et croyances, et d'aider les jeunes à se mettre en mouvement autour de questions fondamentales et jamais résolues : Qui suis-je ? Qu'est-ce que j'aime ? Qui est cet autre pour moi ? De quoi ai-je envie ? Comment le vivre ? [...] Les animations de groupe en EVRAS doivent permettre aux jeunes de prendre une part active aux débats ; elles ouvrent sur leurs préoccupations (l'animateur travaille à partir de leurs questions, de leurs réactions), elles les accompagnent dans un cheminement et les aident à intégrer véritablement les informations échangées. Ce processus vise aussi à éviter un écueil, celui d'aborder la sexualité essentiellement sous l'angle du "danger". Les échanges offrent la possibilité d'en parler en termes de plaisir, d'alimenter l'estime de soi, d'éveiller les ressources intellectuelles et affectives de chacun.* »⁷ Chère Adolescence, l'EVRAS est un ami qui te veut du bien... à condition que tu le laisses accéder à toi, au-delà de tes croyances et de ta culture. ■

C'est à l'adolescence que l'individu va expérimenter sa liberté d'être, d'agir et de jouir de son propre corps.

Nombre d'adolescents pensent tout connaître en matière de sexualité. Nous sommes confrontés à tout le contraire.

4. www.evras.be.

5. www.bruxelles-j.be.

6. www.planetesante.ch.

UNE CONSULTATION PAS COMME LES AUTRES

La complexité des situations sociales, psychologiques et de santé touche autant les jeunes que les plus âgés. En maison médicale, la pluridisciplinarité permet aux soignants de partager rapidement leur expérience et leurs compétences au bénéfice de leurs patients.

Leïla Pitropakis, assistante en médecine générale et Mélanie Lannoy, psychologue clinicienne à la maison médicale le Car d'Or (Mons).

Nous sommes régulièrement amenés à travailler avec un public d'adolescents, avec leurs parents et avec les familles. Et nous sommes aux premières loges pour constater que les inégalités sociales et la précarité ont des effets sur la santé, quel que soit l'âge du patient. Que constatons-nous chez les plus jeunes ? Le diabète, l'obésité, les retards de développement, les grossesses prématurées, le décrochage scolaire, la consommation de drogues et les faits de délinquance sont davantage présents parmi les ados issus de milieux défavorisés, en

Nous sommes aux premières loges pour constater que les inégalités sociales et la précarité ont des effets sur la santé.

proie à un enchevêtrement de difficultés psychosociales et financières, entre autres. Mais ce ne sont pas non plus des fatalités et nous voyons que ces jeunes ont des ressources pour rebondir, se soigner, aller mieux. Nous vous invitons dans nos cabinets respectifs de consultation de médecine générale et de psychologie pour une journée certes fictive – secret médical oblige – mais largement inspirée de situations concrètes.

Chez le docteur

Chaque matin, en route vers la maison médicale, je réfléchis à ce qui m'attend. Le planning que j'ai entraperçu hier avant de rentrer était déjà bien chargé. En médecine, les jours ne se ressemblent jamais et chacun d'eux réserve son lot de surprises. J'arrive et les plages de consultation sont complètes. Beaucoup d'enfants, d'adolescents et d'adultes à peine plus âgés que

moi. La société actuelle les engloutit dans les réseaux sociaux qui sont la porte ouverte aux harcèlements, aux complexes, aux effets de groupe. Sans oublier la malbouffe, le tabagisme, la maltraitance, la précarité, les maladies chroniques tant organiques que psychiques... Le monde a tendance à nous bercer dans une vision où tout doit être parfait pour être socialement acceptable, surtout parmi les jeunes. Il faut entrer dans des cases, être beau, belle, musclé, rentrer dans un petit 38, être en bonne santé, avoir de l'argent, une famille sans faille... Une impression que l'humain veut séparer le monde en deux catégories : les pauvres et les riches, les victimes et les leaders, les personnes malades et les personnes saines, en oubliant l'entre-deux.

Lucie. La matinée est plutôt calme, beaucoup de petits bobos, des virus par-ci par-là, des indigestions... pas toujours négligeables. Lucie, treize ans, s'est déjà présentée dans mon cabinet il y a quelque temps pour des douleurs abdominales, des nausées, diarrhées et malaises. À la lecture de son dossier, je m'aperçois qu'elle manque l'école à répétition, toujours pour le même motif. Elle a pourtant l'air en pleine forme mis à part une mine un peu chiffonnée. L'examen clinique ne montre rien de particulier, même pas des intestins en pagaille. Je la regarde. Il est vrai qu'elle est un peu boulotte ma patiente et que treize ans, à l'école, c'est l'âge ingrat, l'âge méchant. J'ai également lu les avis de divers spécialistes, tous revenus sans explication médicale attribuable à ses plaintes. Bizarre... Après tout, je pourrais moi aussi lui prescrire un traitement symptomatique, lui donner un certificat pour trois jours et passer

au patient suivant... Je ne peux pas m'empêcher de lui demander si elle se rend compte qu'elle a déjà présenté de nombreuses fois ces symptômes et des absences ces derniers mois. Elle ne semble pas comprendre où je veux en venir ou peut-être ne veut-elle pas m'en parler. Peut-être aussi ai-je des idées préconçues en la soupçonnant de se complaire dans la situation. Il m'arrive souvent de me demander quoi faire dans ce genre de cas. Signer un certificat médical qui pourrait favoriser un décrochage scolaire en cours ? Ou ne pas le faire et prendre le risque d'ignorer une souffrance réelle ? Dans le doute, je l'oriente vers ma collègue psychologue afin d'obtenir son avis.

Jérôme. L'après-midi file aussi rapidement que la matinée. Je reçois Jérôme et ses parents. Il a besoin d'un renouvellement d'ordonnance. Jérôme a presque dix-huit ans et il vient d'être renvoyé de son école pour trois jours, après avoir cassé une vitre d'un coup de poing. Ses parents déclarent avoir pris aussi rendez-vous chez la psychologue. En creusant un peu, sa mère m'explique qu'il a reçu un diagnostic de trouble de l'attention avec hyperactivité dans son enfance, pour lequel il prend un traitement médicamenteux. Il s'avère que dans la famille de Jérôme, il y a quatre enfants et qu'ils sont tous en enseignement spécialisé et tous sous médication. Cela pose question. Surtout quand on connaît les difficultés qu'il y a à poser un diagnostic de TDAH et le risque important de surdiagnostic. Plusieurs auteurs pointent la composante familiale, la cohérence éducative et les liens d'attachement comme pouvant provoquer des symptômes type TDAH ou apparentés. Et si c'était le cas ici ?

Martin. Ce garçon de douze ans est en surpoids depuis l'enfance. Martin a un indice de masse corporelle de 34 et de l'hypercholestérolémie. Il a vu une diététicienne et il suit son traitement, mais il ne se montre pas très compliant sur le suivi de son régime. Il bouge aussi très peu et ne pratique aucun sport. En tant que médecin, j'ai l'impression de passer mon temps à lui demander de perdre du poids. Ses parents sont un peu dans la même situation : ils mangent trop d'aliments gras, trop salés ou trop sucrés, et pas assez de fruits et de légumes. Ils prennent rarement le temps de cuisiner ou de manger en

semble. Pour aider Martin, une approche collective serait sans doute plus efficace. Après la crise, il faudra penser à redémarrer nos ateliers de cuisine.

Chez la psychologue

Je me sers un café et j'ouvre mon agenda : je commence avec une jeune fille, que ma collègue médecin a orientée vers ma consultation.

Lucie. Lucie n'a franchement pas l'air contente d'être là. Pour elle, le problème est physique. Elle ne voit pas ce qu'elle vient faire chez une psy, elle n'est pas folle ! Sa mère pense que ça lui fera du bien de parler, tout en ayant elle-même peur que l'on soit en train de passer à côté d'une grave maladie, non diagnostiquée. Il a fallu du temps et beaucoup d'humour potache pour parvenir à créer un lien. Lucie a beaucoup de mal à identifier et à mettre des mots sur ses émotions. Elle ressent, par exemple, les effets physiques de la peur – palpitations, transpiration, souffle court, nausées, maux de ventre, etc. – mais elle ne parvient pas à les identifier comme tels ni à comprendre ce qui les provoque. Au fur et à mesure, nous nous sommes aperçues que Lucie a peur d'aller à l'école, et plus particulièrement, qu'elle redoute le regard et les jugements. Depuis son entrée en secondaire, Lucie a essuyé pas mal de moqueries et de commentaires désobligeants sur son physique, ce qui l'a amenée à développer une méfiance importante vis-à-vis des autres qu'elle perçoit comme méchants et imprévisibles. Lucie ne se sent pas seule pour autant. Comme beaucoup de jeunes de son âge, elle s'est fait ses « vrais amis » sur internet, où elle passe le plus clair de son temps libre. Elle s'est ainsi mise à rogner progressivement sur son temps de sommeil. Comme tout se passe sur son téléphone, ses parents ne se rendent compte de rien et attribuent son état de fatigue continu à la présence de sa mystérieuse « maladie ». Le cas de Lucie est un bon exemple des problématiques adolescentes que nous rencontrons régulièrement à la maison médicale. Une plainte au départ somatique, qui cache en réalité un mal-être plus profond, parfois cumulée à une hygiène de vie déplorable. Les parents, souvent démunis, n'y comprennent pas toujours grand-chose et ne savent pas comment réagir. De plus, ils ont souvent une guerre de retard sur leurs ados concer-

nant l'usage des nouvelles technologies et des conséquences que cela peut avoir sur leur bien-être, leur vie sociale et leur sommeil. La fracture numérique n'est pas qu'un problème sociétal, on la retrouve aussi à l'intérieur des familles, avec ses conséquences négatives sur la parentalité.

Madame V. Après Lucie, j'appelle madame V. Elle est très inquiète et un peu confuse au téléphone. Sa fille de quinze ans a été hospitalisée après une tentative de suicide. Le personnel du service lui a expliqué qu'ils avaient demandé au Service de l'aide à la jeunesse d'intervenir. Elle est désemparée. Le mot SAJ lui fait peur, elle craint qu'on ne lui enlève sa fille. Elle me demande comment réagir. Doit-elle accepter ou non cette intervention? De mon côté, je ne suis pas franchement étonnée. Il est clair qu'elle et son compagnon manquent

**Leurs questions
impertinentes
sont souvent
très pertinentes!**

de ressources pour proposer un cadre cohérent à leur fille. À la maison médicale, nous sommes au courant depuis longtemps de cette situation, comme de bien d'autres... Cela nous pose d'ailleurs souvent question! Que faire face

aux familles abimées? Comment réagir quand les parents, sans être intentionnellement négligents, sont tellement aux prises avec leurs propres difficultés qu'ils ne peuvent pas remplir adéquatement toutes leurs fonctions parentales? Les inégalités, la précarité, l'isolement, le manque d'éducation... Tous ces facteurs sont délétères pour la parentalité et l'équilibre familial. Élever des enfants est difficile et c'est généralement plus simple quand on ne cumule pas des problèmes d'emploi, de logement, de couple ou de finances. À partir de quand doit-on prévenir les services sociaux sans en venir à « punir » la pauvreté? Certaines situations de maltraitance et d'abus sont évidentes et n'amènent pas à débats, mais d'autres sont plus floues, plus grises. Dans le cas de madame V., je pense que l'intervention du SAJ pourrait les aider. Il peut s'agir d'un soutien, d'une aide, d'une ressource dans une situation complexe. Nous verrons...

Jérôme. Ma collègue se questionnait sur la pertinence de son diagnostic TDAH et de son traitement. Effectivement je constate que, pour ses

parents, ce genre de diagnostic est bien pratique. Il leur permet de ne pas se poser plus de questions et leur fournit une solution toute faite, pratiquement sans effort : la médication. J'ai le sentiment qu'ils espèrent la même chose de moi : ils me demandent de soigner leur fils, mais ne semblent pas prêts à s'interroger sur la dynamique familiale. Tout en douceur, nous allons travailler à partir de leurs ressources.

Noah. Il a seize ans. Sa mère lui en veut, car il passe sa vie sur son smartphone sans jamais donner un coup de main. Elle le traite de fainéant, surtout depuis que le confinement a fait exploser sa consommation d'internet et de jeux vidéo. Lui me dit qu'il s'en moque. Pourquoi sa mère lui reproche-t-elle de ne pas travailler alors qu'elle-même n'a jamais fini l'école? Pourquoi critique-t-elle sa consommation d'internet alors qu'elle-même passe sa vie sur Facebook? Il ajoute que, de toute façon, la société est pourrie. Pourquoi travaillerait-il? Pour servir qui? Pour quoi faire? Il déplore que l'être humain soit en train de foutre en l'air la Terre qui le nourrit. Pourquoi les adultes ne font-ils rien pour changer ça? Pourquoi faire peser la force du changement uniquement sur les jeunes?

Prenons soin des ados

Voilà bien une difficulté que nous rencontrons avec les adolescents : ils nous interrogent, et leurs questions impertinentes sont souvent très pertinentes! Pourquoi la société est-elle si injuste? Pourquoi insister autant sur l'hygiène de vie et l'alimentation des familles tout en ne faisant absolument rien pour réguler les pratiques publicitaires qui ciblent en priorité les adolescents influençables et leur vendent de la malbouffe, des tas de gadgets inutiles et du temps perdu sur internet? À notre échelle, en maison médicale, nous faisons ce que nous pouvons pour aider ces jeunes et leur famille. Sans toujours être sûrs que nous avons bien fait. Mais les réponses ne peuvent pas concerner que le niveau individuel ou familial. Elles doivent aussi être politiques et sociétales. Prendre soin de la santé de nos ados, ça doit passer par prendre soin de la société dans laquelle ils se développent, de l'avenir que l'on crée pour eux et des influences auxquelles ils sont soumis en tant que groupe d'âge. ■

L'ADOLESCENCE AU TEMPS DU COVID

En quoi les adolescents ont-ils été spécifiquement touchés par cette crise? Comment les services de santé mentale se sont-ils adaptés pour leur venir en aide? Nous proposons ici quelques réponses basées sur notre pratique clinique et plus particulièrement sur le dispositif « Point d'écoute jeunes »¹ mis en place depuis quelques mois.

Nicolas Linsmeau, assistant social, chargé de projet « jeunes et Covid » au service de santé mentale Le Méridien (Saint-Josse-ten-Noode).

Nous en avons toutes et tous un souvenir plus ou moins ému, l'adolescence est une période à part dans notre développement. Charnière entre l'enfance et l'âge adulte, elle se caractérise par une forme d'entre-deux : entre deux âges, entre révolte et conformisme, entre mutisme et besoin d'expression, entre repli sur soi et exploration des relations... Tout cela contribue à un remaniement identitaire où les repères sont mouvants. Dans les services de santé mentale (SSM), cela se traduit par une clinique spécifique, que les conséquences de la crise du Covid-19 ont durement impactée. En santé mentale, les effets sont bien souvent à retardement : entre les changements, leurs effets sur le psychisme et l'arrivée des demandes de consultation, du temps peut s'écouler. Le temps souvent de puiser dans ses ressources... et de s'épuiser parfois.

Ce dont nous sommes les témoins

La crise frappe les adolescents à un moment où ils sont déjà fragilisés par des questionnements identitaires très présents et où la vie psychique est soumise à des mouvements intenses et déstabilisants.

Le lien social en pointillés. Comme pour tout le monde, les relations sociales des jeunes ont été réduites à leur minimum et se sont resserrées autour de la bulle familiale. À un âge où ils cherchent de nouveaux repères, la relation à leurs pairs est centrale. De même que l'appartenance à des groupes « affinitaires », centrés sur la pratique d'un loisir ou d'un sport, un style musical, une formation... Le sentiment d'être

coincé à la maison – dans un statut d'enfant – peut être vécu comme limitant, soumis à une influence familiale dont ils cherchent à prendre distance. Ils se retrouvent privés de ressources qui contribuent à définir qui ils sont.

Un décrochage scolaire alarmant. L'école est souvent l'un des piliers de la vie sociale des jeunes. Pour beaucoup, elle joue un rôle de soupape par rapport à un vécu familial difficile. Aujourd'hui ils doivent faire sans, ce qui nous amène à rencontrer des jeunes déprimés et des parents à bout. Si certains jeunes, déjà en décrochage ou confrontés à des difficultés d'ordre instrumental, ont pu bénéficier d'une école « hybride » (moins de pression, de décalage avec les autres, un rythme de travail plus adapté), cette année décalée a mis en difficulté de nombreux élèves : pas de rythme ni de régularité, pas de véritable groupe-classe... Le décrochage atteint des sommets. Pas étonnant, dans un contexte où les perspectives manquent cruellement, qu'ils peinent à trouver le sens de tenir le cap. L'impact du soutien des parents et du contexte familial est devenu encore plus important dans les parcours scolaires, renforçant les inégalités.

Des jeunes sous pression, déprimés etangoissés. À quelques exceptions près, les activités qui leur permettraient de trouver un équilibre, de lâcher la pression ne sont plus accessibles. De nombreux jeunes se retrouvent plongés dans une forme d'inaction forcée. Nous constatons

**En santé mentale,
les effets sont bien
souvent à retardement.**

1. Ce dispositif de permanences vise à faciliter l'accès aux services de santé mentale pour les jeunes de quinze à vingt-cinq ans. Il s'agit d'espaces d'accueil ouverts et souples, gratuits, sans rendez-vous et confidentiels qui permettent de recevoir les demandes le plus près possible du moment où elles émergent pour les jeunes ou leur entourage. Six services de santé mentale bruxellois y participent : Le Méridien, La Gerbe, Saint-Gilles, l'Entraide des Marolles, Anaïs et Ulysse.

beaucoup de ruminations, d'affects dépressifs à l'avant-plan et une exacerbation de l'angoisse qui peut se cristalliser dans des phobies (scolaire, sociale, d'être contaminé ou de contaminer, etc.). Il est frappant par exemple de constater à quel point certains jeunes ont intégré l'idée qu'ils peuvent constituer un danger pour les autres, et particulièrement pour leurs proches

Certains cas, plus problématiques, sont ceux où les affects semblent disparaître, où le dialogue s'éteint, faute de capacité à mettre des mots sur les maux.

(parents ou grands-parents). Ce qui renforce la pression et le poids qu'ils sentent peser sur leurs épaules. Ces affects difficiles et le manque de ressource pour les « digérer » peuvent réveiller des traumatismes plus anciens (attentats, agressions, exil...), d'autant plus délicats à prendre en charge dans un contexte de saturation des structures de soin.

Entre la quasi-disparition de leurs espaces de décompression, la pression scolaire et parfois familiale, celle des médias (qui les dépeignent comme principaux responsables de la propagation du virus), il n'est pas étonnant de voir des jeunes en souffrance, déprimés, présentant des idées noires voire des envies suicidaires. Les émotions, même difficiles, sont mobilisées par le travail thérapeutique. Mais certains cas, plus problématiques, sont ceux où les affects semblent disparaître, où le dialogue s'éteint, faute de capacité à mettre des mots sur les maux.

Manque d'espaces de transgression : révolte et résignation. Les jeunes respectent globalement les mesures, tantôt guidés par la peur de la sanction, tantôt par la pression sociale ou le sens civique... À certains égards, on peut s'en inquiéter. Car la transgression est constitutive de l'adolescence, période de conquête de liberté où l'on explore les limites. Dans leurs discours, nous entendons une révolte, un fort sentiment d'injustice face à leur « jeunesse volée ». Nous entendons également un sentiment d'impuissance, de résignation face au manque de perspectives. Cette coexistence de révolte et de résignation, de même que le clivage entre des convictions personnelles et l'adoption de com-

portements prescrits, peut créer un sentiment d'aliénation.

Les écrans : injonction paradoxale et fracture numérique. Tout l'univers social se retrouve médiatisé par les écrans : apprendre, interagir, se divertir, s'informer... La relation des ados à leurs écrans se resserre, parfois *ad nauseam*. Ils se retrouvent pris dans une forme d'injonction paradoxale : « *utilisez toujours plus vos écrans, mais n'en devenez pas accros* ». Par ailleurs, pour un public qui n'a pas le même accès aux outils informatiques, la fracture numérique devient abyssale.

Le corps et sa représentation sont touchés. Avec l'école partiellement à distance, c'est tout le rythme de vie des élèves qui est bousculé. Du lit à l'écran, de l'écran au lit, l'écran dans le lit... Nous observons une inversion des cycles jour-nuit. Alors même que leur construction identitaire passe par leur corps (qui se transforme), les jeunes sont en quelque sorte confrontés à sa disparition : privés de la plupart de leurs activités sportives, réduits à l'état de cerveaux, connectés par écrans interposés ou interagissant avec des visages à moitié masqués.

Précarité et confinement, un mix explosif. Le stress économique vécu par de nombreux parents ne manque pas d'impacter leurs enfants, renforçant la morosité de leur projection dans l'avenir et les affects anxieux. Souvent couplés à cette précarité économique, les jeunes issus de milieux moins éduqués sont parfois ceux qui sont le plus fortement soumis à l'injonction de respecter les mesures (par manque d'information ou de recul, par crainte des sanctions). Certains jeunes ne sont littéralement pas sortis de chez eux pendant des semaines entières. Et nous constatons combien il devient difficile pour eux de sortir d'un isolement qui accroît le sentiment d'angoisse dans un implacable cercle vicieux.

Comment le secteur s'adapte-t-il ?

C'est avec plusieurs semaines, plusieurs mois de décalage que les demandes ont explosé.

L'enjeu de l'accessibilité est au centre des réflexions. Nous avons tenté de lever les obstacles (pratiques, symboliques) qui peuvent retenir

des jeunes de passer la porte d'un SSM : prise de rendez-vous, temps d'attente, coût, appréhension de se retrouver face à « un psy »... Avec les points d'écoute, les jeunes peuvent venir sur place, seuls ou accompagnés, appeler ou encore envoyer un message, quatre jours par semaine dans quatre lieux à Bruxelles. Au-delà de ce dispositif, d'autres permanences ont vu le jour ou se sont renforcées sur le territoire bruxellois. L'idée est de créer les conditions pour pouvoir accueillir la demande au moment où elle est présente pour le jeune.

La clinique de permanence se distingue d'une clinique au long cours, plus structurée. Elle implique d'ouvrir un espace de parole et d'écoute autonome, qui peut être éventuellement renouvelé. Les intervenants doivent jongler avec les contraintes (leur temps surtout) pour contenir des situations plus complexes ou délicates. Cela les amène à faire preuve de créativité : garder le contact par téléphone lorsqu'on est inquiet, accompagner un jeune quelque part quand c'est possible, trouver une place en institution dans un contexte de saturation...

Le travail de liaison entre les SSM et avec leur réseau local est central pour que les demandes puissent arriver au bon endroit au bon moment, pour que les informations et les ressources circulent. Renforcer le maillage des acteurs autour des jeunes permet de s'appuyer sur la relation de confiance qui peut exister avec un intervenant. Des interventions ont été mises en place pour permettre aux intervenants de déployer les situations auxquelles ils sont confrontés avec l'éclairage d'autres professionnels. Les équipes se connaissent mieux et les relais sont fluidifiés. Se rendre accessibles aux professionnels (via les points d'écoute, les interventions notamment) vise à les soutenir dans des situations face auxquelles ils se sentent démunis. D'une certaine manière, il s'agit de pouvoir accueillir une demande qui n'est pas formulée directement par le jeune lui-même, mais qui peut être portée, dans un premier temps au moins, par un proche, un parent, un intervenant.

Comment venir en aide aux ados ?

Pas de recette magique bien sûr. Mais nous identifions trois leviers qui nous paraissent essentiels pour soutenir les adolescents en difficultés, ainsi que leurs familles.

Proposer des espaces de parole sur leur vécu. Permettre aux adolescents de se déposer, d'exprimer leur vécu, leurs (res)sentiments, de se sentir entendus sans se sentir jugés est une première étape pour les aider à les « métaboliser ». Cela leur permet d'exprimer et donc de sortir d'eux les difficultés qu'ils traversent pour éviter qu'elles ne s'impriment trop profondément en eux. Cela leur permet également d'être entendus et reconnus dans leur souffrance, leur sentiment d'être victime, de subir une injustice, d'être sacrifié... Il importe d'accueillir ce ressenti sans vouloir d'emblée le relativiser (« *nous sommes tous dans le même bateau* »). L'utilisation de médias, culturels ou artistiques notamment, peut s'avérer particulièrement pertinente en ce qu'elle permet de décaler le regard, de susciter des émotions et de faciliter l'expression d'une subjectivité pour amener un échange.

Les aider à retrouver prise sur leur vie. Il importe d'encourager les jeunes à ne pas s'installer dans un statut de victime. Pour cela, les intervenants s'attachent à identifier, avec eux, les ressources (réseau social, famille, loisirs, etc.) sur lesquelles ils peuvent s'appuyer. L'idée est de les aider à ne pas s'enfermer dans des ruminations, des affects négatifs et un sentiment d'impuissance. Il est également intéressant de reconnaître la pertinence de ce qu'ils ont à dire sur le monde qui les entoure (sur la crise du Covid-19, mais pas seulement). À partir de leur vécu, leur permettre de prendre du recul et de se positionner en sujets agissant sur et avec leur environnement plutôt qu'en objets agis.

Continuer à y croire pour eux. Dans ce contexte de crise généralisée (sanitaire, sociale, économique), l'horizon peut sembler bouché. Il devient difficile, souvent inquiétant, parfois impossible, de se projeter, de désirer, de rêver... et si facile de perdre le sens (d'assister aux cours, de se lever, de vivre parfois). Les jeunes sont une ressource de résilience pour la société, un moteur de transformation et de créativité sociale. Notre devoir, face à ces jeunes désemparés, n'est-il pas de porter l'idée que quelque chose, quelque part, est possible ? De garder le désir vivant ? ■

Il importe d'accueillir ce ressenti sans vouloir d'emblée le relativiser.

TROUVER SA PLACE

Alors que la salle de classe se fait virtuelle, la salle hospitalière de pédopsychiatrie ne désemplit plus. Nos observations croisées d'étudiants futurs travailleurs sociaux, d'ados en consultation ambulatoire ou dans une institution pour jeunes aux difficultés comportementales nous laissent entrevoir autant d'individus trépidant en gare dans l'attente d'un train qui n'arrive pas.

Sophie Barnabé, pédopsychiatre en consultation au CHR Verviers, à l'Institut médico-pédagogique Saint-Joseph et en équipe SOS Enfant, et Françoise Oger, enseignante de séminaires d'analyse des pratiques, cursus assistant social, à l'HELMo-ESAS (Liège).

La résilience des ados et des jeunes adultes depuis plus d'un an est admirable et proportionnelle à l'absence de prise en compte de leurs besoins spécifiques par le pouvoir politique. Qu'est-ce que la société leur propose dans ce temps d'entrée dans l'âge adulte ? Comment leur besoin d'agentivité, d'être acteur du monde qu'ils intègrent, peut-il prendre place ? L'adolescence est une période singulière dans ses évolutions biologiques, psychiques et sociales. Dans ce temps particulier, le jeune se détache de ses parents, s'autonomise par des allers et retours, expérimente dans un monde relationnel où les pairs prennent une place très importante. Les adolescents s'appuient les uns sur les autres, pensent en groupe. L'adolescent se rebelle pour s'individualiser. Il va s'agir pour le

jeune « non seulement de passer du ventre maternel (familial) au clan paternel ou clan social, par un processus de perte (perte des éléments maternels, soit se décompléter d'une part de soi par le biais de rites symboliques et de nomination), mais aussi de se réapproprié activement et symboliquement la part féminine contenante : ouvrir le corps et produire un "lieu vide", un réceptacle symbolique... »¹. Pour l'accompagner dans ce qu'il vit, dans le processus d'entrée dans le monde social, le jeune a besoin de témoins, d'adultes solides qui balisent et définissent le monde qui l'entoure².

Les incidences sociétales actuelles, particulièrement limitantes et anxiogènes pour sa construction identitaire, vont d'autant plus amener

l'adolescent à déployer deux ressources psychiques décrites par G. Bajoit³ – l'accommodation et la distanciation – pour vivre avec ses tensions existentielles émanant des contraintes du social. À travers l'accommodation, il va exercer tant sa capacité à rationaliser son expérience de vie que celle d'oublier, de s'insensibiliser, de faire son deuil, et celle d'espérer en pensant que les lendemains seront plus cléments ou qu'une aide providentielle va tout régler. À travers la distanciation par contre, le sujet sera plus réflexif et mènera un « rapport autonome envers les relations instituées » en interrogeant le bien-fondé des institutions et la « légitimité de l'emprise sociale et culturelle qu'il pressent exercer sur lui ». L'équilibre se voit ainsi actuellement particulièrement compliqué à trouver pour l'adolescent entre une position de naïveté et de délégation totale d'une part, et de l'autre une position de remise en question telle du système qu'il ne peut s'y projeter. Cette *mutation culturelle* qui rend la construction identitaire de l'individu plus complexe qu'aux générations précédentes, ainsi que le florilège de mesures gouvernementales définies par un prisme sanitaire dans lequel l'articulation entre l'espace public et privé, fait défaut notamment. Le processus identitaire est mis en panne.

On constate un syndrome d'engourdissement psychique⁴, un arrêt de la pensée. L'adolescent qui ne peut plus s'appuyer sur ses pairs pour penser ce qu'il vit et qui est privé des moyens habituels pour supporter sa construction voit supprimée sa capacité d'élaboration.

Les parents sont aussi déstabilisés par le contexte actuel. En tant qu'humains et citoyens, avec toute la difficulté qui en découle pour in-

Le jeune a besoin de témoins, d'adultes solides qui balisent et définissent le monde qui l'entoure.

1. J. Caune, « Le corps, objet de discours, moyen de relation », *Hermès La Revue*, n° 68, 2014.

2. S. Maes, *État des lieux de la santé mentale dans l'enseignement*, Wallonie-Bruxelles Enseignement, 22 mars 2021.

3. G. Bajoit, *Le changement social. Approche sociologique des sociétés occidentales contemporaines*, Armand Colin, 2003.

4. S. Maes, op cit.

carner leur rôle parental, et dans leurs capacités habituelles à poser des balises pour fixer un cadre structurant à leurs ados. Ces parents sont tantôt irrités, tantôt découragés, en quête de sens et de cohérence. Ils ne sont plus des témoins robustes face aux mouvements psychiques de leurs adolescents. Ils sont dans une position inconfortable : en donnant du crédit aux mesures, les voilà amenés à ratifier de nouvelles normes et en être garants pour leurs enfants. En laissant à l'ado de l'espace et de la créativité, ils vont devoir se positionner quant à une nouvelle norme sanitaire toute puissante. Dans tous les cas, ils doivent se créer une histoire pour donner du sens et tenir une position d'équilibriste fondamentalement bancal entre ces deux positions partiellement incompatibles.

Les symptômes se font entendre. Sans corrélation ?

Dans une consultation ambulatoire de pédopsychiatrie, on constate actuellement une majoration des symptomatologies déjà existantes : le jeune en retrait relationnel s'isole d'autant plus, le jeune avec une vision paranoïde voit ses angoisses renforcées, le jeune pris dans la séparation conflictuelle de ses parents voit son moral s'affaïsser davantage, la jeune qui avait cessé de se scarifier a recommencé à le faire... Aucun de ces adolescents ne fait consciemment le lien avec les mesures « sanitaires » et la crise sociale. Ils peuvent même dire ne pas être trop impactés. Pourtant, ils disent leur mal-être, leur angoisse et leur désespoir dans leurs histoires respectives, comme si les adolescents portaient seuls la responsabilité de leur souffrance. Il s'agit alors de les aider à faire coexister leur vision avec l'atmosphère ambiante.

La demande de consultation explose. Elle ne peut pas être formulée comme découlant du contexte actuel, mais celui-ci empêche les systèmes d'utiliser leurs processus habituels de régulation. Nous pensons aux ressources individuelles directes, mais aussi de chaque membre de la famille : Christophe⁵, quinze ans, pour qui un diagnostic de psychose paranoïde a été posé il y a trois ans, consulte régulièrement différents services. Ces derniers mois, il rapporte une majoration de son anxiété et de son sentiment de persécution qui rend insoutenable la situation familiale. Sa soupape personnelle par

la fréquentation de la maison des jeunes est pour l'instant suspendue et par ailleurs, au niveau familial, l'absence de temps de battement des uns et des autres à l'extérieur empêche les régulations relationnelles et exacerbe les tensions. Alors qu'il était terriblement angoissé à l'idée d'aller à l'école et persécuté par le regard des autres, il demande à y retourner, ne trouvant pas son compte dans les dispositifs « à distance ». La difficulté pour l'adolescent est alors de nommer ce qu'il est en train de vivre, de subir sur sa propre construction psychique. Le jeune ne trouve pas écho à ce vécu dans un discours médiatique banalisant son enjeu particulier. Dans notre pratique, nous n'observons pas plus de troubles mentaux, nous observons plutôt que les moyens pour que les ados rencontrent ce qui les ébranle à l'intérieur d'eux-mêmes sont chamboulés.

Les pensées en sommeil ?

À l'école sociale, en début de séminaire d'analyse des pratiques (espace d'apprentissage qui a pu être préservé au sein de l'école), un temps de syntonisation permet l'expression de ce avec quoi « chacun vient ». La fatigue est exprimée de manière massive cette année, sans que les étudiants puissent forcément développer ce à quoi elle est associée. Lors de la diffusion d'une interview traitant de son ouvrage *De la démocratie en pandémie*, Barbara Stiegler aborde les enjeux en termes de collectif, de rapport à la démocratie à travers le fonctionnement scolaire et de gestion politique de la pandémie. Des échanges nourris ont suivi, plusieurs étudiants découvrant non seulement une manière de penser certains sujets, mais que l'on pouvait penser ces sujets. Alors que l'on perçoit chez eux une forme de colère qui se retourne sur des points précis (les dispositifs sanitaires ou certaines adaptations de dispositifs pédagogiques par exemple), certains semblent dans un état d'anomie⁶, désorientés par des règles sociales qui ne font plus sens, qui mettent à mal leur capacité à (se) penser.

Cette « léthargie » est étonnante et pourtant répandue dans les voix adolescentes. En réalité, ceux qui se révoltent et qui s'opposent au-

Certains semblent dans un état d'anomie, désorientés par des règles sociales qui ne font plus sens.

5. Prénom d'emprunt, comme les suivants.

6. G. Bajoit, op cit.

raient-ils finalement moins besoin des psys ? Élise a quinze ans. Elle consulte en psychothérapie depuis une intoxication médicamenteuse il y a presque deux ans. Elle se sent mieux et a beaucoup évolué, notamment grâce à ses relations amicales qui la soutiennent et la font exister. Elle est vivante et toujours en lien, entourée d'amies et amis. Depuis plusieurs mois, elle dit qu'elle a la flemme. Elle ne se plaint pas. Elle dit qu'elle va bien, qu'elle n'aime pas rester avec son beau-père qui est agressif alors elle passe toute la journée dans sa chambre à regarder des mangas compulsivement. Elle dit que ça va, son moral est bon. Pourtant, elle est différente...

Il est possible que la multiplicité des discours et leurs contradictions empêchent de penser. Le patient est dans un état de sidération. Ça demanderait trop de travail psychique de construire l'institution pour l'attaquer ensuite. Comment rejeter une société dont les limites sont mouvantes et en perte de sens ? Est-ce encore un témoignage de l'ancestrale fracture des générations ou est-ce que l'époque actuelle modifie cette fracture ?

Où sont les relations ?

Matéo a quatorze ans. Il est suivi en consultation pour une phobie scolaire depuis son entrée en secondaire. Chaque année, au quotidien, il a affronté ses angoisses en allant à l'école, avec des aménagements individuels réfléchis par différents acteurs et services. Il a été soutenu et « porté » de façon importante. Depuis plusieurs mois, le mode d'enseignement est bousculé. Matéo va à l'école pendant une semaine puis suit des cours en vidéoconférence la semaine suivante. À l'annonce de ce système, il a été soulagé. Pourtant, après quelque temps et malgré son anxiété sociale, il a fait la demande de retourner à l'école de façon quotidienne.

La situation de Matéo n'est pas unique. Les adolescents ont besoin de contacts. Ne pouvant les éprouver que de façon entrecoupée, épurée ou superficielle, ils utilisent massivement le virtuel. Par ce moyen, ils sont en contact entre eux, mais ils ne sont pas en train d'expérimenter les relations. Ce substitut relationnel permet de maintenir un lien s'il est alimenté en séquentiel. Si ce mode de communication devient la seule modalité d'entrée en relation, il perd le soutien de la relation. Comment éprouver l'al-

lité dans l'écrit ou la vidéo ? L'expérience du corps n'a plus lieu, or l'humain n'est-il pas un être incarné ?

À travers ce goulot vers un autre monde virtuel, les adolescents ne sont pas vraiment face à l'absence. Les mondes virtuels ne créent pas le manque, mais bien la dépendance. Par le virtuel, le jeune cherche une réponse à un besoin qui n'est pas assouvi, sans totalement la trouver. Il poursuit donc la quête de satisfaction de son besoin au mauvais endroit, ce qui peut créer la dépendance.

À l'école sociale, les étudiants expriment des difficultés majeures face aux dispositifs pédagogiques numériques vécus à distance. Ils sont plusieurs dans chaque groupe-classe à se dire en décrochage scolaire et, chose inhabituelle, même dans les années plus avancées du cursus. Certains disent continuer à venir aux cours dispensés à l'école et se connecter aux séances en visioconférence, mais être absents psychologiquement voire physiquement lors de celles-ci.

Il nous apparaît ici que le numérique est aussi un outil de communication et non de relation. Il peut soutenir le lien entre les temps de rencontre, tout comme il peut favoriser l'apprentissage par une utilisation réfléchie au sein des dispositifs d'apprentissages, mais il ne peut fondamentalement pas se substituer à la présence physique. C'est par le corps que « nous percevons le monde extérieur. Notre relation aux autres est construite par nos attitudes, nos gestes, nos mouvements. Par sa médiation, nous exprimons nos sentiments et nous communiquons nos affects »⁷. C'est par le manque qu'apparaît pleinement la mise en présence des corps comme indissociable de la relation. Tout comme il apparaît que l'apprentissage, dans l'effort qu'il constitue pour l'apprenant, doit se nourrir de la relation pédagogique pour pouvoir se poursuivre.

Il nous apparaît qu'au-delà de l'urgence d'une prise de position politique plus holistique, l'époque nous invite à sortir de la tentation de faire « plus du même ». Il ne s'agira ainsi pas de retourner à une situation antérieure, mais d'innover dans notre rapport à l'autre et au monde. En se positionnant pleinement dans les actes qu'il pose, l'adulte ou le professionnel « témoin solide » invitera ainsi le jeune à faire de même et lui permettra ainsi de poursuivre son processus de maturation. ■

ILS ONT DES IDÉES ET ILS LE FONT SAVOIR !

Climat, sexisme ou encore racisme et inégalités : les jeunes d'aujourd'hui ne sont pas moins militants qu'auparavant, mais leur engagement se réinvente sous de nouvelles formes.

Marinette Mormont, journaliste à l'Agence Alter.

« **O**n est plus chaud, plus chaud, plus chaud que le climat ! » Début 2019, des milliers de jeunes manifestants défilèrent tous les jeudis dans les rues de diverses villes belges, brandissant des pancartes et scandant des slogans pour réclamer des mesures fortes contre le réchauffement climatique. Depuis plusieurs années, la thématique climatique et plus largement environnementale mobilise une jeunesse aux profils variés. L'enquête « Génération quoi » de la RTBF menée en 2016¹ avait déjà mis en avant les préoccupations des jeunes pour l'environnement. Pour 49 % des répondants âgés de dix-huit à trente-quatre ans, c'était la problématique qui les préoccupait le plus. « C'était une jeunesse qui souhaitait s'exprimer sur ses galères : la difficulté de l'accès à l'emploi, la difficulté à pouvoir s'émanciper de la famille, etc. Pourtant, sa première préoccupation, c'était quand même l'environnement ! Et peu de temps après, ils étaient dans les rues », constate Johan Tirtiaux, sociologue à l'Université de Namur qui a coordonné cette enquête.

S'engager autrement

L'environnement, mais également les questions féministes ou antiracistes : les nouvelles thématiques qui mobilisent les jeunes dépassent les clivages idéologiques traditionnels gauche-droite. Des clivages « qui se jouaient auparavant sur des divisions normatives classiques : le rôle de l'État, la redistribution des richesses, la protection sociale, la liberté d'entreprises... », analyse Patricia Loncle, sociologue et professeur de sociologie à l'École des hautes études en santé publique (EHESP), invitée à l'émission *Entendez-vous l'éco ?* de France Culture consacrée à la jeunesse en janvier dernier².

Tous les observateurs s'accordent : si les jeunes

d'aujourd'hui témoignent d'une forte défiance envers le système politique, ils ne sont pas moins engagés que les générations précédentes. Mais leurs mobilisations prennent de nouvelles formes, moins inscrites dans les structures traditionnelles - telles que les syndicats. « Il y a un rapport beaucoup plus individuel à l'engagement : sur une cause, à un moment donné, et puis ça change. C'est un engagement qui se situe plus souvent en dehors du collectif et de ses contraintes », observe Arthur Lambert, vice-président de l'organisation de jeunesse Ecolo-J et conseiller communal à Braine-l'Alleud. Patricia Loncle, de son côté, ne dit pas autre chose : « On ne peut pas dire qu'ils seraient moins engagés, mais ils fabriquent leurs engagements beaucoup plus que par le passé, du fait des contraintes de l'individualisation. Ils vont avoir une attitude plus pragmatique, peut-être plus de refus de délégation de la parole, ils vont être plus soucieux de permettre aux uns et aux autres de s'exprimer dans la sphère associative et ils vont créer d'autres espaces. »

L'engagement des jeunes, moins institutionnalisé, plus pragmatique, parfois plus ponctuel, s'exprime dans la rue ou sur les réseaux sociaux. Il combine souvent les sphères privées (par exemple en consommant autrement), locales (par exemple en s'investissant dans l'aide aux migrants) et internationales. Et une même personne peut déployer l'ensemble de ces facettes. « Aujourd'hui on n'est pas militant féministe, écologiste ou antiraciste pendant les deux heures d'une manifestation ou les deux heures d'une réunion mi-

L'engagement des jeunes combine souvent les sphères privées, locales et internationales.

1. Génération quoi ? La grande enquête sur les 18-34 ans dans toute l'Europe, RTBF, Université de Namur, 2016, <http://generation-quoi.rtbf.be>

2. « L'âge de l'engagement », épisode 2/3 de « Jeunesse : la fin des illusions », *Entendez-vous l'éco ?*, France Culture, 27 janvier 2021, www.franceculture.fr

litante. L'écologie, cela traverse les personnes, c'est un questionnement personnel, explique Geoffrey Pleyers, sociologue et professeur à l'UCL également invité dans l'émission de France Culture. C'est un engagement qui sépare moins le privé du

Depuis le début de la crise sanitaire, de nouvelles préoccupations se sont invitées dans le débat.

politique. C'était aussi le cas pour d'autres mouvements auparavant, mais je crois que c'est plus profond aujourd'hui. C'est en même temps une lutte pour changer le monde et pour se changer soi-même, et dans ce sens, on ne pourra pas toujours le mesurer aussi précisément que les engagements précédents. »

Au-delà des thématiques mobilisatrices, cet engagement « à la carte » conjugue les moyens d'action traditionnels – rassemblements et manifestations – et d'autres modes opératoires. « Beaucoup de jeunes ont commencé en allant dans la rue le jeudi dans les grèves du climat, rappelle Arthur Lambert. Et puis ils se sont retrouvés avec cette question : "qu'est-ce qu'on fait pour que ça avance plus?", notamment suite à l'échec de la loi climat ». Se côtoient des engagements aux contours variés : individuels, politiques ou au sein d'actions de désobéissance civile, dans des collectifs comme Extinction Rébellion ou d'autres, plus petits.

Coronavirus : jeunes en détresse

Depuis le début de la crise sanitaire, de nouvelles préoccupations se sont invitées dans le débat. Isolement, détresse psychologique et précarité : suite aux mesures de distanciation sociale dues au Covid-19, des milliers d'étudiants ont témoigné de leurs difficultés et ont manifesté pour que celles-ci soient prises en compte. La perte, pour nombre d'entre eux, d'un job étudiant, a intensifié le phénomène de précarité étudiante, préexistante à la crise. « Certains jeunes se retrouvent avec 100 euros par mois pour manger », déplore Arthur Lambert. Cette question, à l'agenda de la Fédération des étudiants francophones (FEF) depuis les élections de 2019, a pris de l'ampleur et, en février 2021, une consultation de 5 500 étudiants a fait émerger trois priorités : la diminution des droits d'inscription, le remboursement du matériel de

cours, les aides au logement. « Nous travaillons sur ces mêmes revendications qui nous occupaient auparavant : le Covid n'a fait que renforcer des situations qui existaient déjà... » commente Chems Mabrouk, présidente de la FEF.

Le Covid-19 génère chez les plus jeunes le double souhait paradoxal d'un retour à la normale – avec des cours en présentiel, l'accès à la culture et aux échanges interpersonnels – et d'un changement « post-crise ». Une enquête menée auprès d'adolescents (de douze à dix-huit ans) en mai dernier par l'Université de Liège a d'ailleurs mis en lumière le besoin des jeunes de faire entendre leur voix et de participer aux différentes étapes de la crise et de l'après-crise. Un jeune sur deux a aussi déclaré « se sentir prêt à s'engager pour la société »³.

Le Covid a aussi poussé certains jeunes à tester de nouveaux types d'actions afin de respecter les consignes de distanciation sociale. « La crise nous a forcés à repenser nos pratiques militantes pour rester connectés au terrain. C'est la raison pour laquelle nous avons mis en place cette enquête et lancé une action sur la précarité étudiante via une application qui comptait les pas de chaque étudiant, ce qui permettait de nous mobiliser en respectant les mesures », explique Chems Mabrouk. Mais si le premier confinement a engendré une vague de réflexions sur « le monde d'après », les mois qui ont suivi ont vu une énergie militante à la baisse. C'est en tout cas ce dont témoigne Arthur Lambert : « J'ai plutôt constaté que c'est très difficile de militer en temps de Covid. À cause des restrictions, mais aussi du fait que, quand il y a des réouvertures, on a plutôt envie de profiter. Ce qui fait la militance, c'est aussi la joie et le lien, et pour le moment, il n'y en a pas beaucoup... » Et d'ajouter : « Pourtant la militance a tout son sens parce que la crise Covid ce n'est pas un petit virus qui est apparu de nulle part. Il est issu de notre système productiviste et c'est potentiellement le premier d'une longue série. Sans parler des conséquences du changement climatique. Ce n'est pas toujours facile de se retrouver face à ces constats, mais cela vaut vraiment la peine d'essayer de se réinventer ».

Militance et fracture sociale

La jeunesse est plurielle et la militance n'échappe pas aux fractures sociales. Exemple avec le climat. En octobre 2019, l'Appel pour une école démocratique (Aped), un mouvement

de professeurs qui luttent pour une démocratisation de l'enseignement, publiait une étude montrant que les connaissances, la motivation, l'engagement des élèves au sujet des enjeux environnementaux sont très variables selon les filières d'enseignement⁴.

Militer reste en effet souvent réservé aux catégories de jeunes les plus favorisés. « Quand on finance soi-même ses études, s'investir dans des endroits militants, ça fait parfois trop, confirme Arthur Lambert. Mais il y a aussi un aspect symbolique : comme les jeunes militants ont un capital culturel important, la question des rapports de domination au sein des collectifs peut freiner l'investissement de certains. » Chartes « genre », formations aux notions de privilèges de genre, de classe et de race, autant d'initiatives prises par certains collectifs pour déjouer le piège d'un militantisme élitiste. Mais celles-ci suffiront-elles pour toucher les jeunes les plus fragilisés ? Car l'engagement et la militance ne s'apprennent pas sur les bancs de l'école et certains jeunes ne sont sensibilisés à la « chose politique » que très tard ou de très loin.

En 2019, un atelier radio lancé à la demande du plan de cohésion sociale Machtens et animé par l'asbl Comme un lundi et le Gsara tend le micro aux jeunes habitants de deux tours de logements sociaux à Beekant, un quartier de Molenbeek. En émerge une première saison de la série À l'ouest podcast⁵, qui propose un tableau du quotidien dans les logements sociaux : la solitude, les amours, la vétusté, les rêves.

Mais les ateliers prennent ensuite un tour inattendu. Thibault Coeckelberghs, animateur radio, se remémore : « On devait commencer la saison deux au moment du premier confinement. En mai-juin, je suis revenu dans les logements et les jeunes m'ont dit que Le Logement molenbeekois – société immobilière de service public – allait changer d'opérateur (et donc la travailleuse sociale en charge de mettre en œuvre ce plan de cohésion sociale, NDLR). Les jeunes n'étaient pas d'accord avec cette décision. On sentait cette envie de tout péter. Cela a été un nouveau point de départ à l'atelier. » L'équipe ne se positionne plus seulement comme des animateurs radio, mais aussi comme les animateurs d'une action citoyenne. Commence alors l'apprentissage de la militance : prendre contact avec les interlocuteurs du Logement molenbeekois, préparer ses

arguments, chercher des alliés, dont le délégué général aux droits de l'enfant qui a sollicité pour le groupe un rendez-vous auprès de la secrétaire d'État en charge du logement à Bruxelles, Nawal Ben Hamou. « Les jeunes ont pu s'exprimer face à elle, mais elle ne pouvait rien faire. Ils ont perdu leur combat, même si la ministre a tout de même promis de les revoir et s'est engagée à ce qu'il y ait une réglementation qui oblige les centres d'insertion socioprofessionnelle à prendre en compte l'avis des jeunes sur les domaines qui les concernent. »

Pour Ibtissam, qui a participé au projet, l'exercice de la militance était une première. Auparavant elle avait tout au plus élevé la voix pour se faire entendre de ses professeurs à propos du fonctionnement de sa classe. « En Belgique, on n'a presque jamais été entendus. Quand on a fait À l'ouest podcast, j'ai eu un peu d'espoir. » Et si elle déclare aujourd'hui avoir envie de remettre le couvert, ce sera en étant « plus ferme parce que quand on est trop gentils, ça ne passe pas : il faut aller droit au but, chercher plus haut et plus loin les personnes concernées ». Car si les jeunes participants au projet en sont ressortis avec de nouvelles compétences, « il en résulte aussi une grosse désillusion, car ils ont tout fait dans les règles de l'art, mais sans résultats... », conclut Thibault Coeckelberghs.

Être entendus et écoutés

La jeunesse veut se faire entendre, mais elle a souvent l'impression d'être peu comprise. « On est entendu parce qu'on crie beaucoup. C'est notre job de mettre la pression, d'essayer de créer un rapport de force suffisant, assène Chems Mabrouk. Mais on n'est pas toujours écouté. Le fait qu'on soit des jeunes, oui, ça va parfois être utilisé pour nous dire "Vous êtes des idéalistes : un jour vous comprendrez". Il y a quelque chose de très paternaliste là-dedans. Alors qu'en fait, nous avons sur-tout des désaccords idéologiques, politiques. » Déconfinement, retour des cours en présentiel... : « Ce n'est pas juste un caprice de gens qui en ont un peu marre, c'est un vrai besoin. Si les protocoles étaient réfléchis avec les jeunes, je suis sûr qu'on pourrait éviter plein de contaminations », estime de son côté Arthur Lambert. ■

La jeunesse veut se faire entendre, mais elle a souvent l'impression d'être peu comprise.

3. Lien social, besoin d'appartenance et engagement : impliquer les jeunes dans les différentes étapes de la crise, 25 novembre 2020, www.uliege.be.

4. M. Vandemeulebroucke, « Tous "chauds pour le climat" : les élèves favorisés ont une ardeur d'avance », *Alter Échos* n° 479, décembre 2019.
5. Th. Coeckelberghs, *À l'ouest podcast*, Comme un lundi, 2020-2021, à écouter sur <https://commeunlundi.be>, Spotify ou YouTube.

DÉCROCHAGE... ET ACCROCHAGE SCOLAIRES

Le décrochage scolaire touche un nombre impressionnant de jeunes et ce phénomène est aggravé par les mesures adoptées depuis le début de la crise sanitaire. Les solutions existent, mais elles restent insuffisantes. Notre service tente d'apporter sa pierre à l'édifice.

Catherine Sztencel, directrice de l'asbl Odyssee.

Qu'est-ce que c'est que le décrochage scolaire ? On peut le définir de diverses manières. Selon le Conseil de l'éducation et de la formation, le décrochage scolaire est le processus par lequel un jeune commence par se désintéresser de l'école ou de l'enseignement qui y est prodigué et qui peut se terminer, au pire, par un abandon scolaire prématuré¹.

Pour les Damien Favresse et Danielle Piette, le décrochage est la conséquence de la « détérioration du lien entre le jeune, l'école et la société »². Tandis que pour Thierry Lambillotte et Dominique Leclercq, il s'agit d'« un processus progressif de désintérêt pour l'école,

fruit d'une accumulation de facteurs internes et externes au système scolaire »³.

En Belgique, on considère souvent qu'un jeune décroche quand, bien qu'il soit soumis à l'obligation scolaire (jusqu'à dix-huit ans), il n'est pas inscrit de manière régulière dans un établissement scolaire et n'est pas instruit à domicile, quand il cumule plus de vingt demi-jours d'absence sans justification, quand il est exclu de son établissement et ne peut se réinscrire dans un autre en cours d'année au vu de son dossier scolaire ou quand il est en crise et présente des problèmes de comportement, d'absentéisme et de retard scolaire important tout en étant en situation d'élève régulier⁴.

Ces définitions ne sont pas les mêmes dans chaque pays, mais quelle que soit la définition que l'on prend il s'agit finalement toujours de jeunes mineurs qui sortent de l'enseignement

sans diplôme et souvent avec des compétences peu développées à l'école ou de jeunes qui sont en risque de sortir de l'enseignement.

Le pourcentage de jeunes entre dix-huit et vingt-quatre ans qui n'ont aucun diplôme et qui ne suivent aucune formation était de 8,8 % en Belgique en 2019 : 14,8 % à Bruxelles, 6,8 % en Flandre et 10,3 % en Région wallonne⁵. C'est un chiffre énorme : un jeune sur dix décroche et ne poursuivra plus aucune formation ! Et il est aussi étonnant de constater que notre pays se situe au-dessus des chiffres répertoriés ailleurs en Europe.

Coût et conséquences

Le décrochage scolaire coûte très cher, on parle de 400 millions d'euros par an⁶ et les conséquences sont graves, aussi bien au niveau sociétal qu'au niveau individuel. Pour exemple, un jeune sortant de l'école sans diplôme provoque une perte de revenu national, une perte de revenu fiscal, il y a de fortes probabilités qu'il coûtera plus cher à la sécurité sociale et qu'il risque de vivre du chômage. Il bénéficiera de moins d'avantages extralégaux, atteindra peut-être plus rapidement un seuil de pauvreté important et sera plus régulièrement atteint d'affections physiques et mentales. Cette liste n'est malheureusement pas exhaustive. On pourrait pourtant éviter bien des situations.

Le décrochage est multifactoriel. Il y a des facteurs de risque (facteurs personnels, familiaux, scolaires, facteurs environnementaux) et des prédictors de risque (l'échec scolaire, l'absentéisme, l'ennui, la non-appartenance, le climat scolaire, l'étiquetage, etc.). À cela s'ajoute actuellement la crise sanitaire qui a un effet important

sur le décrochage scolaire dans l'immédiat, mais aussi pour le futur des jeunes. Le nombre de décrochages serait passé à 40 % touchant, bien évidemment, beaucoup plus les populations les plus vulnérables. Il n'y a plus à douter, les exclus du système scolaire seront, si ce n'est déjà le cas, les exclus de la société. La fracture sociale est plus que manifeste et il y a vraiment de quoi s'inquiéter. Que peut-on faire ? Il n'existe sans doute pas une solution unique, mais un ensemble d'actions à mettre en place pour donner aux jeunes la possibilité de découvrir des perspectives.

Le pacte pour un enseignement d'excellence

Des centaines de personnes, peut-être même plus, ont travaillé des milliers d'heures sur ce pacte pour un enseignement d'excellence qui, petit à petit, au cours des années à venir impliquera tous les élèves de la maternelle au secondaire supérieur.

Le premier axe a pour but d'enseigner les savoirs et compétences de la société du XXI^e siècle et favoriser le plaisir d'apprendre, grâce à un enseignement maternel renforcé, à un tronc commun polytechnique et pluridisciplinaire et à un cadre d'apprentissage révisé et précisé. Le deuxième axe désire mobiliser les acteurs de l'éducation dans un cadre d'autonomie et de responsabilisation accrues en renforçant et en contractualisant le pilotage du système éducatif et des écoles, en augmentant le leadership du directeur et en valorisant le rôle des enseignants au sein de la dynamique collective de l'établissement. Le troisième axe veut faire du parcours qualifiant une filière d'excellence, valorisante pour chaque élève et permettant une intégration socioprofessionnelle réussie tout en renforçant son pilotage et en simplifiant son organisation. Le quatrième axe vise à améliorer le rôle de l'enseignement comme source d'émancipation sociale tout en misant sur l'excellence pour tous, favoriser la mixité et l'école inclusive dans l'ensemble du système éducatif tout en développant des stratégies de lutte contre l'échec scolaire, le décrochage et le redoublement. Et le cinquième axe va assurer à chaque enfant une place dans une école de qualité, et faire évoluer l'organisation scolaire afin de rendre l'école plus accessible, plus ouverte sur son environnement

et mieux adaptée aux conditions du bien-être de l'enfant.

Le quatrième axe est totalement dans notre sujet de lutte active contre l'échec scolaire, le décrochage et le redoublement. Vaste projet qui parle du rôle des écoles, des médiateurs scolaires, des centres psycho-médico-sociaux (CPMS), des services d'accrochage scolaire (SAS) et qui débloque des millions d'euros pour ce faire. Difficile aujourd'hui d'avoir un avis précis sur ce qui va se jouer, la grosse machine a démarré il y a peu et ne touche encore que les toutes premières classes. Qu'en sera-t-il des ados du secondaire quand arrivera leur tour ? On a néanmoins le sentiment que le monde court plus vite que le pacte...

L'asbl Odyssee et sa méthodologie

Odyssee accompagne des jeunes, des parents, des professeurs, des éducateurs depuis plus de vingt ans. Nous travaillons selon une méthodologie que nous avons mise au point pour des accompagnements individuels⁷. Ce n'est certainement pas le seul chemin possible pour accompagner des jeunes en décrochage scolaire, mais c'en est un et il porte ses fruits. Plus vite le jeune qui décroche nous est signalé, plus vite nous avons la possibilité de l'accompagner à se remettre en projet. Et, bien sûr, plus on attend, plus le jeune se sent « en dehors », en perte de sens, démotivé et plus l'accrochage est compliqué.

Ces accompagnements individuels et cette méthodologie qui va vers le jeune, là où il se trouve, nous ont permis de nous rendre compte que le fait de lui manifester de l'intérêt, de le valoriser et d'entendre qu'il a certainement des comportements inadéquats et inappropriés, mais que ce sont sans doute les seuls qu'il a trouvés pour exprimer son mal-être, le fait de se sentir non jugé et au contraire soutenu et entendu. Dans 90 % des cas, il accepte notre proposition de rencontre et s'offre ainsi une chance de s'en sortir. N'hésitons jamais à croire un jeune qui nous dit qu'il a mal à la tête ou mal au ventre, c'est un signal. Il importe de comprendre ce qu'il tente d'exprimer lorsqu'il ne se présente plus à l'école.

Les conséquences sont graves, aussi bien au niveau sociétal qu'au niveau individuel.

Les exclus du système scolaire seront, si ce n'est déjà le cas, les exclus de la société.

1. Conseil de l'éducation et de la formation, avis n° 104 du 26 juin 2009.

2. D. Favresse, D. Piette, « Les jeunes en marge du système scolaire : inscription dans une socialisation de l'exclusion », *L'observatoire* n° 43, 2004.

3. R. Thibert, « Le décrochage scolaire : diversité des approches, diversité des dispositifs », *Dossier d'actualité, veille et analyses* n° 84, 2013.

4. Article 3 du décret du 30 juin 1998 pour l'émancipation sociale.

5. Ligue des droits de l'enfant, 2019.

6. « Enseignement : le redoublement coûte 386 millions par an », *Le Soir*, 11 avril 2017.

7. N. Roubaud, C. Sztencel, *Accompagner des ados en rupture scolaire*, De Boeck, 2012.

Nous l'entendons comme une tension. Prenons l'exemple de Magali, qui est de plus en plus souvent absente. Nous allons à sa rencontre et nous sommes frappés par le désordre de l'appartement où elle vit avec sa mère. Magali nous demande de ne pas faire trop de bruit, sa maman dort, il est midi. Nous apprenons que Magali a peur de sortir. Il lui est arrivé quelques fois en rentrant de retrouver sa mère en pleurs, elle

avait été battue. Magali n'a pas trouvé d'autres astuces que de rester chez elle pour ne pas l'abandonner et ne plus risquer de la retrouver dans cet état. Nous pourrions aussi parler de Pedro qui, suite aux multiples échecs

et relégations scolaires, a perdu toute estime de soi et tout espoir de réussite. Il se sent nul, il se croit nul. Il nous faudra lui apprendre à retrouver de la confiance en ce qu'il est, en ses compétences, pour pouvoir se remettre en projet.

Il faut aussi entendre le décrochage du jeune comme un signal d'alarme, répété de plus en plus fort espérant être enfin écouté et entendu. La plupart du temps, il ne s'agit pas d'un décrochage pédagogique, mais d'un décrochage psychosocial, et celui-ci touche préférentiellement les jeunes issus de milieux précaires.

Les jeunes issus de milieux fragilisés ont beaucoup plus de risques de décrocher que les autres alors que, *a priori*, poursuivre sa scolarité est une porte ouverte sur un avenir plus simple et une probabilité de mieux avancer dans sa vie. Mais malheureusement l'école, alors même qu'elle devrait jouer le rôle d'un ascenseur social, est très souvent pour ces jeunes un tunnel dont ils ne voient pas le bout et qui ne les pousse pas à continuer. On se retrouve face à un véritable déterminisme social, une route toute tracée et qui est tout sauf jalonnée de succès.

Comment éviter ce chemin non vertueux ? C'est ce que nous tentons de faire en proposant à des écoles de nous laisser travailler avec des groupes-classes de l'enseignement secondaire, principalement de troisième et de quatrième année qui ont beaucoup d'élèves relégués et avec une, deux, voire trois années de retard dans leur scolarité. Lors de ces ateliers nous travaillons l'estime de soi, la confiance en soi, la confiance en

l'autre et l'importance de nos comportements. On apprend aussi à découvrir nos besoins et nos désirs, mais aussi les valeurs et les compétences dont chacun dispose même si elles sont différentes. Nous invitons les professeurs à participer à ces ateliers. L'idée est de permettre aux élèves de changer leur regard sur les professeurs, mais également de permettre aux professeurs de regarder les élèves sous un autre angle. Ces ateliers invitent à la reconnaissance de soi et à la solidarité, ils augmentent la cohésion de groupe et développent le sentiment d'appartenance qui, quand il manque, est l'une des causes de décrochage.

Comment avancer avec les jeunes si nous n'avancions pas avec les équipes éducatives ? Nous avons lancé des formations destinées aux professeurs, aux éducateurs et à toute personne travaillant dans l'accompagnement des jeunes pour les sensibiliser à la problématique du décrochage, apprendre une bonne communication adulte/ado, apprendre à créer des alliances, travailler la posture. On se rend compte qu'il y a une nécessité de partager des savoirs, mais également « l'être », et que les jeunes ont besoin de professeurs impliqués et engagés, qui peuvent être exigeants pour autant qu'ils soient justes et à l'écoute.

Systémique

De nombreuses maisons médicales sont sensibles à la problématique du décrochage scolaire. Des jeunes s'adressent à elles pour obtenir un éventuel certificat médical pour justifier leurs absences scolaires. Depuis quelques années, et avec leur accord, des médecins nous signalent ces jeunes qui décrochent. En travaillant tous les aspects, le jeune et sa famille, le groupe, les professeurs, l'éducateur et l'école, la santé mentale et physique, on augmente les chances de ne pas laisser des jeunes glisser entre les mailles du filet et se perdre dans un chemin qui ne leur sera pas favorable et qui les empêchera d'être acteurs de leur vie.

L'école et ses services internes ne peuvent pas fonctionner seuls pour éradiquer ce phénomène. Il est nécessaire qu'elle soit partenaire d'acteurs externes et que chacun ait une place et un rôle à jouer. Il nous semble également fondamental que les instances politiques aient une vue à long terme et ne rechignent pas à la dépense. ■

Comment avancer avec les jeunes si nous n'avancions pas avec les équipes éducatives ?

JEUNES, ÉCOLE, EMPLOI : LÀ OÙ ÇA COINCE

C'est dans une démarche de prévention à l'exclusion sociale et dans une volonté de favoriser la maturation par les élèves de leurs choix professionnels et d'études que le programme JEEP a vu le jour.

Najwa Saoudi, coordinatrice opérationnelle de JEEP (Jeunes, école, emploi... tout un programme!) à la mission locale pour l'emploi de Forest.

« **C'**est difficile d'avoir un emploi, même diplômé, et on s'en prend plein la gueule ! », déclare un jeune dans une enquête de terrain. Il ajoute : « Il faut expliquer les démarches à suivre pour trouver un travail, on a une méthode trop traditionnelle pour postuler, les étudiants n'ont pas ça en tête quand ils sortent de l'école. »

Les jeunes ont été identifiés par des économistes et Actiris comme les premières victimes de la pandémie sur le marché de l'emploi. Certains en manque d'expérience (à cause notamment de l'annulation des stages et des jobs étudiants) vont être en concurrence avec des demandeurs d'emploi qui ont déjà travaillé. Cette situation sera d'autant plus difficile pour les moins qualifiés et on observe une hausse inquiétante du taux de chômage chez les jeunes de moins de vingt-cinq ans à Bruxelles et en Wallonie¹.

Une transition réussie vers la vie active, favorisant un épanouissement personnel et professionnel, est un enjeu prioritaire pour la jeunesse. Mais nous ne pouvons que constater l'étendue des obstacles auxquels ils sont confrontés, et en particulier les plus éloignés de l'emploi. Leurs besoins et leurs attentes peuvent varier selon les classes, mais un élément commun saute aux yeux : leur manque de préparation à l'élaboration d'un projet d'étude et professionnel.

Créé en 1998 par la mission locale pour l'emploi de Forest dans le cadre du programme européen Youthstart, JEEP² est régi par un accord de coopération depuis 2009 entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté française, financé par Actiris, la Fédération Wallonie-Bruxelles et le Fonds social européen. Nous proposons des modules de formation et de sensibilisation à la vie active à une quarantaine d'écoles pour un peu plus d'une centaine

de classes chaque année. Nous ciblons les élèves du dernier degré de l'enseignement secondaire, toutes sections confondues. Les jeunes sont également mis en action par notre service job étudiant qui sert de tremplin pour expérimenter les exigences du monde du travail. Les entreprises sont quant à elles mobilisées et sensibilisées par notre service de recrutement et prospection.

En ce qui concerne l'emploi, les jeunes rencontrés durant nos formations témoignent en grande majorité de l'appréhension qu'ils ont face à cette transition majeure dans leur parcours. Ils insistent sur leur manque d'expérience et sur le regard de l'employeur vis-à-vis de leur candidature : « Quasi tous mes amis ont peur de faire des études et de ne pas trouver de travail après. On a peur de gâcher cinq ans de sa vie », « Les employeurs se dirigent vers ceux qui ont le plus d'expériences ! » Lorsque nous les interrogeons sur leurs représentations du monde du travail, ils hésitent entre cette fascination pour une nouvelle vie d'adulte autonome et indépendante et la peur de ne pas être à la hauteur ou tout simplement de ne pas trouver leur voie.

Qu'en pensent les jeunes et les professionnels ?

Nous avons mené une enquête de positionnement et interrogé des professeurs, des partenaires des secteurs de la jeunesse et de l'insertion socioprofessionnelle, et des jeunes ayant participé ou non à nos formations ou ayant été accompagnés dans le cadre de leur recherche de job étudiant. Il apparaît tout d'abord que la

Nous ne pouvons que constater l'étendue des obstacles auxquels ils sont confrontés.

1. M. Paquay, « Marché du travail : les jeunes sont bien les premières victimes de la crise du coronavirus », RTBF, 5 août 2020.
2. www.jeeplx.be.

Beaucoup d'entre eux rencontrent des problèmes de motivation, expliqués en partie parce qu'ils ont du mal à trouver leur place dans la société.

transition école-travail n'est pas toujours très claire à appréhender. Il existe plusieurs transitions : entre le secondaire et les études supérieures, entre le secondaire et le travail, et entre les études supérieures et le monde du travail. Chaque jeune connaîtra une trajectoire individuelle qui ne sera pas toujours le fruit d'une réflexion liée à ses moteurs de motivation profes-

sionnels, mais à d'autres critères comme l'argent ou la valorisation aux yeux de la société ou de son entourage par exemple. Ces transitions seront donc vécues très différemment, en raison de multiples facteurs. Les étudiants vont être influencés par le milieu socioéconomique dans lequel ils évoluent ou par la filière d'enseignement, la proactivité de l'école et des professeurs, les formations, le réseau, les stages, les jobs, etc.

Le deuxième constat concerne la problématique de l'orientation. Cette thématique est sans cesse ressortie durant notre enquête et évoque les problèmes rencontrés par les étudiants dans le choix de leur école, de la filière d'enseignement, des options, des formations, des études supérieures et finalement le choix d'un métier. Il y a un constat majeur d'échec dans ce domaine. Les étudiants aimeraient bénéficier d'un accompagnement plus poussé. Ils évoquent le rôle des centres PMS, des tests d'orientation, d'une personne qui puisse les écouter et même la création d'un centre dans lequel ils pourraient tester de nombreux métiers : « J'aurais voulu avoir une écoute, qu'on m'oriente et qu'on me donne des pistes. Parler des sections dont on ne parle pas souvent et balayer tous les stéréotypes. »

Le troisième constat s'intéresse à l'étudiant d'un point de vue plus personnel. Beaucoup d'entre eux rencontrent des problèmes de motivation, expliqués en partie parce qu'ils ont du mal à trouver leur place dans la société et qu'ils s'interrogent sur le sens de l'école ou du travail. Selon des professionnels interrogés, l'offre d'accompagnement individuelle et collective devrait être étoffée et réalisée en amont, bien

plus tôt dans le parcours des jeunes. Elle devrait cibler davantage les thématiques liées à la confiance en soi, les compétences et capacités, et tenir compte du processus de leur construction identitaire aux multiples reliefs. Chaque jeune évolue avec son propre cadre de références qui influence nécessairement la perception du monde qui l'entoure et par la même occasion ses croyances limitantes : « On sera de futurs chômeurs, c'est comme ça ! Ne vous fatiguez pas avec nous ! »

Le dernier constat touche au fossé qui existe entre le monde du travail, l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur. Les étudiants se posent énormément de questions sur ces multiples réalités. Ils en arrivent même à les craindre. Les professionnels mettent aussi en avant les grandes différences qui peuvent exister entre les différentes filières d'enseignement secondaire. L'étudiant ne sera pas préparé de la même manière à entrer dans le monde du travail s'il a suivi une filière générale ou une filière qualifiante.

Par ailleurs les étudiants tout comme les professionnels réclament plus de pratique, notamment via les stages et les jobs étudiants. Accueillir un stagiaire ou un jobiste ne doit pas être perçu comme l'opportunité d'utiliser une main-d'œuvre bon marché : les managers jouent un rôle crucial de formateur et d'initiateur aux exigences du travail. Ils confrontent les jeunes aux valeurs et à une culture du travail (code professionnel, savoir-être, savoir-faire...) qui s'éloignent du cadre scolaire qui les conditionne depuis tant d'années. Leur rôle de guide peut être déterminant dans leur parcours : « Les stages permettent de voir comment ça se passe réellement, le rythme est différent de celui de l'école. Ils m'ont permis de mieux me préparer, car les managers me faisaient des retours... »

Ce fossé entre les filières d'enseignement et le monde professionnel est très présent dans l'imaginaire des étudiants, mais aussi de leur entourage : « On m'a toujours expliqué que latin-sciences c'est l'élite, les meilleurs. Alors que j'aimais le commerce et l'économie, j'ai perdu deux ans dans une section que je n'aimais pas. Je ressentais une certaine pression. Il faudrait enlever ce voile qu'on met sur certaines sections en les faisant passer pour des sous-sections. Il faut parler des électriciens ou des mécaniciens. On les dénigre, car ce sont des sec-

tions professionnalisantes. » De nombreux professionnels ont appelé à une meilleure connexion et une meilleure communication entre ces différents mondes.

Tous ces constats sont interconnectés. Il est difficile de parler d'orientation sans parler de la construction identitaire de l'étudiant, mais aussi du manque d'informations et des appréhensions du jeune envers le monde du travail. Les enjeux sont complexes et les réponses que nous souhaitons apporter devront en tenir compte.

Autre élément souvent relayé durant nos séances de formation : la crainte d'être discriminé à l'embauche. Interpellant de constater que des jeunes n'ayant pas encore franchi le cap des entretiens se questionnent déjà à ce sujet. Leurs craintes sont illustrées par des questions autour de leur candidature : « Dois-je mettre ma photo sur mon CV? », « De toute façon ils verront mon nom de famille... », « Je préfère ne pas mettre ma langue maternelle. », « Est-ce que je pourrai garder mon

voile? » Plusieurs organismes comme Actiris Inclusive et Unia accompagnent les personnes victimes de discrimination. Aider et encourager les jeunes à préserver une estime et une confiance en eux, mais aussi en la société qui les entoure n'est pas facile. Pour certains cette confiance est déjà ébranlée par des expériences connexes liées, par exemple, aux violences policières ou aux discriminations au logement.

Il serait grand temps d'inverser les tendances et de bousculer les mentalités afin de favoriser une égalité des chances en matière d'intégration des jeunes à l'emploi. Une mobilisation forte du secteur de l'enseignement, de la jeunesse, de l'insertion socioprofessionnelle, du monde politique et du monde du travail est nécessaire pour permettre aux jeunes d'appréhender ce nouveau cap sereinement. Les entreprises devront également s'adapter à notre nouvelle génération de jeunes, prenant en compte leurs particularités et différences qui sont aussi leurs atouts. ■

Quelques initiatives innovantes

Outre le pacte pour un enseignement d'excellence (dont les effets sont fort attendus), les actions de plusieurs professeurs engagés et de directions d'écoles, voici quelques exemples de réalisations. Un large réseau se constitue permettant de travailler en complémentarité sur le terrain.

- La Cité des métiers à Bruxelles informe, conseille et oriente tout candidat vers le métier ou la formation, grâce à la collaboration de partenaires et grâce à son réseau international.
- Les programmes TIQO (Transition insertion enseignement qualifiant ordinaire) et TR-Ins (Transition insertion spécialisée) proposent un accompagnement ciblé pendant la dernière année du secondaire et celle qui suit.
- Infor-Jeunes Bruxelles informe, aide et conseille toute personne qui le souhaite grâce à une dizaine de permanences (Point d'infos/Espace Jeunesse), qui abordent différentes thématiques (logement, famille, santé, aide sociale, justice, loisir, international...), organisent des accompagnements à l'orientation et des actions visant le job étudiant.
- Des AMO (services d'action en milieu ouvert) font de la prévention et proposent un accompagnement adapté aux besoins des jeunes et de leurs familles.
- Le SIEP (Service d'information sur les études et les professions) organise un salon annuel et communique aussi sur des thématiques telles que la citoyenneté, le travail, les droits, les projets internationaux, les loisirs, la culture, etc.
- Le Défi des talents, dédié à l'orientation des jeunes, est organisé par le centre de formation en alternance PME à Bruxelles (EFP). Il donne l'opportunité aux élèves de deuxième et de troisième secondaire en Région bruxelloise de découvrir les métiers techniques et technologiques de manière pratique et ludique.
- NicetoNEETyou est un projet développé par Backstage.Network et le SIEP Bruxelles. Il est exclusivement dédié à ces jeunes qui ne sont ni étudiants ni employés ni stagiaires (en anglais : *not in education, employment or training*). Le dispositif vise à les soutenir dans leurs transitions scolaires et professionnelles à toutes les étapes de leur parcours, et en particulier dans tous les écueils qui les mènent à décrocher du système.

UN ÂGE ENTRE DEUX RIVES

La période de l'adolescence n'a pas toujours existé comme nous la connaissons de nos jours, bien loin de là. Et chercher à en cerner les contours semble ne pouvoir se faire que par ce que l'adolescent n'est pas : ce n'est pas encore un adulte et ce n'est plus un enfant. Une temporalité floue qui s'étale entre deux rives. Voilà qui dit tout, mais qui, surtout, ne dit positivement pas grand-chose.

Benoît Tielemans, docteur en sciences psychologiques, de l'éducation et de la formation, chercheur associé au LISEC (Université de Haute-Alsace), partenaire du réseau intersectoriel de santé mentale Archipel.

Une seule balise concrète marque la fin de l'enfance dans la chair, c'est la puberté. Là, ça y est, un cap est passé, c'est un ado. Fête pour les uns, honte pour d'autres et rite de passage pour certains. Pour ceux d'entre eux qui ont été initiés dans les sociétés traditionnelles de manière rituelle à la vie adulte dès les premiers signes d'un bouleversement hormonal, le temps entre les deux rives, celle de l'enfance d'un côté et celle de la vie adulte de l'autre, peut s'apparenter à un mince ruisseau enjambé sans même l'avoir remarqué. L'enfant à peine pubère aura alors subi des épreuves, un rite qui peut prendre la forme d'un voyage souvent seul pour les garçons et au péril de leur vie, pour être reçu dans la communauté des adultes. La survie du groupe dépend de la vigueur et de la fertilité de ses membres. Là, il ne faut pas attendre trente ans pour être parent.

Fini l'insouciance

Il semble bien que nos sociétés modernes ne soient plus trop enclines à *faire des adultes*¹. *Faire des adultes* est le titre que le professeur de psychologie Paul A. Osterrieth avait choisi pour son livre ayant pour thème l'éducation. C'était dans les années 1960. Les Trente Glorieuses charriaient encore leur lot de promesses et de confiance en un avenir radieux par la science et le progrès. La pilule contraceptive

n'avait pas encore transformé le projet familial et le patriarcat gardait une base encore solide malgré l'*interdiction d'interdire* qui commençait à se faire entendre sous les pavés des universités. Une transformation anthropologique importante semble s'être opérée dans ce tournant des *Golden Sixties*. La société de consommation bien assumée promettait une société des loisirs où l'homme serait libéré du travail et où la hausse continue jusque-là du pouvoir d'achat avait permis à une large classe moyenne de jouir de nouveaux besoins créés par les industries et promus par les *réclames* des campagnes de marketing. L'augmentation du confort va alors de pair avec une réduction du nombre d'enfants par ménage. La famille avec deux enfants, son logement, une voiture, les vacances et des loisirs devient un modèle culturel.

Ne croyez pas que nous nous écartons de notre sujet, car l'adolescence va jouer un rôle important dans cette conquête des marchés. L'enfant ensuite, mais l'adolescent d'abord, vont représenter des cibles de choix de plus en plus prisées par les publicitaires. Ainsi en est-il de l'un des premiers produits taillés sur mesure pour conquérir les faveurs d'une frange jeune de la population : le disque vinyle 45 tours. C'est parti pour les Yéyés, qui deviendront les aïeux des ados d'aujourd'hui.

Que s'est-il passé depuis ces temps baignés d'une certaine insouciance, du quasi-plein emploi et des lendemains qui chantent ? Entre les rives des deux âges, beaucoup d'eau a coulé. Mais, au fond, avec la puberté d'un côté, qu'est-ce qui a dessiné les contours de l'autre rive ? Selon les

discours, certains diront que c'est l'âge officiel de la maturité qui délimitera l'entrée dans l'âge adulte et, dès lors, la fin de l'adolescence. Ce point est intéressant, car il sera le sujet de nombreuses recherches sur la maturité neurobiologique des adolescents. Être majeur signifie, d'un point de vue légal, que le sujet assume l'entière responsabilité de ses actes en acquérant la pleine capacité juridique. L'autorité parentale s'arrête et le jeune est alors dit *émancipé*.

Qu'est-ce qui se passe dans la tête d'un adolescent ? Du point de vue de son cerveau, un jeune de quinze ans a atteint une pleine maturité de ses composantes cognitives de base². Sa capacité de raisonnement, d'évaluation des avantages et inconvénients d'une situation sera équivalente à celle d'un adulte de plus de vingt-cinq ans. Et pourtant, qu'est-ce qui peut induire que c'est durant l'adolescence, en pleine capacité des moyens physiques et mentaux, avec toute l'agilité et l'endurance de l'âge, que le taux de mortalité par noyade est le plus élevé ? En analysant ces cas d'accidents mortels, il est rapidement apparu qu'ils ne s'étaient que très rarement produits en allant nager seuls. Il y avait, dans la plupart des cas, d'autres jeunes non loin du lieu de l'accident. Les expériences menées par le Pr Laurence Steinberg vont démontrer qu'un adolescent mis en situation expérimentale de conduite d'un véhicule sur un simulateur pour traverser une ville en un minimum de temps ne prendra pas plus de risque qu'un adulte. Mais si le jeune apprend que, derrière la vitre sans tain du laboratoire où il passe ce test de simulation, un autre adolescent est là et qu'il est susceptible de l'observer, les résultats seront tout autres par une prise de risques bien supérieure. En d'autres termes, l'impulsivité et la recherche de sensation trouveraient majoritairement à s'exprimer chez les adolescents dans des contextes sociaux où il y a une présence de jeunes de leur âge. Les recherches en imagerie cérébrale démontreront en effet que les adolescents ne sont pas moins capables que les adultes sur de nombreux points, mais une immaturité persiste néanmoins dans les processus décisionnels de haut niveau, dans la régulation émotionnelle et au niveau des cognitions sociales.

Ce sont les États fédérés des États-Unis qui ont instigué et aussi financé en bonne partie ces recherches. Chaque État, selon la Constitution,

fixe pour lui-même l'âge de la maturité de même que l'âge minimum pour l'obtention du permis de conduire. C'est donc, entre autres, pour permettre aux législateurs de statuer sur l'âge de la majorité en se basant sur des données scientifiques que l'une de nos deux rives a trouvé une berge, si tant est que majorité et âge adulte coïncident. Au moins, ces recherches permettent de mieux comprendre certains comportements de nos adolescents. Peut-être, dans les méandres de l'évolution, ont-ils eu besoin de cette fougue de jeunesse insouciant pour braver des dangers et conquérir un cœur particulièrement convoité par ses pairs afin de garantir à l'espèce et au groupe une plus grande diversité du patrimoine génétique.

Émanciper, éduquer

Si la majorité était consubstantielle de l'émancipation et marquait le passage à l'âge adulte, il nous faudrait dès lors considérer que tous les jeunes de dix-huit ans de nos contrées sont des adultes. Soit, légalement ils sont émancipés, mais en quoi le sont-ils ? Émancipé est un mot dérivé du latin et composé de *ex-manus-capere*. C'est, littéralement, prendre un sujet pour l'extraire d'une main ou, en d'autres mots, conduire d'un état captif à un état de liberté ou d'autonomie. En l'occurrence nous pourrions considérer que le jeune a été amené à quitter la main protectrice parentale pour s'assumer pleinement par lui-même. Combien sont les jeunes de dix-huit ans du XXI^e siècle qui peuvent légitimement revendiquer un tel statut ? Est-ce de leur faute et peut-on le leur reprocher ? Une fois de plus, la seconde rive semble se dérober.

L'étymologie du mot éducation va dans le même sens que celle du mot émancipation : *ex-ducere*, conduire hors de. Le mot renseigne et cadre bien avec nos propos jusqu'ici. Il s'agit en effet d'être conduit et incité à quitter une rive. Le jeune est autorisé et même poussé à devenir un sujet autonome et à s'assumer comme tel. Cette injonction garde-t-elle toujours un niveau de cohérence suffisant : « Si tu as bien travaillé à

Il semble bien que nos sociétés modernes ne soient plus trop enclines à faire des adultes.

Être majeur signifie, d'un point de vue légal, que le sujet assume l'entière responsabilité de ses actes.

1. P.A. Osterrieth, *Faire des adultes*, Dessart, 1965.

2. Voir les travaux du Pr L. Steinberg sur les prises de risques des adolescents et sur l'influence des pairs dans leurs comportements.

l'école et que tu as un bon diplôme, tu auras un bon métier plus tard et tu pourras, toi aussi, prétendre au confort de tes aïeux ! ». Cette promesse semble ne plus tenir suffisamment souvent ses engagements de nos jours et a tendance à prendre des allures d'injonction paradoxale, dite aussi double contrainte, avec tous les dégâts bien connus sur la santé mentale. Par la situation économique et

**Un adolescent est,
par essence, un être qui
va éprouver les limites
pour se rassurer
qu'il n'est pas seul.**

les corolaires de la modernisation, le monde du travail est passé d'un chômage frictionnel de quelques pour cent à une part significative de la population en quête d'un emploi. En ne tenant pas cette promesse de capacité d'autonomie arrivé à l'âge adulte, c'est toute une partie des berges de cette rive déjà floue qui s'érode encore un peu plus. Dans des politiques d'activation de soi, il ne s'agit plus d'être émancipé en soi, mais bien de s'émanciper soi-même par la recherche, souvent désespérée, voire la création d'un emploi qui représente la clé vers l'autonomie. La *lutte des places* désigne « *la lutte d'individus solitaires contre la société pour retrouver une "place", c'est-à-dire un statut, une identité, une reconnaissance, une existence sociale* »³.

En ne proposant que trop peu de perspectives fiables et par une perte de confiance en ses institutions, la société perd de sa capacité d'enchantement sur les jeunes. Comment, dès lors, un enseignant peut-il faire autorité sur ses élèves s'il ne peut plus promettre de récolter, l'âge de l'autonomie venu, les fruits de leurs efforts ? L'autorité, qu'elle soit parentale ou incarnée par d'autres couches du système éducatif ou politique, a perdu de sa capacité de persuasion. L'autorité est d'abord une autorisation à entrer dans le monde des adultes dit Eirick Prairat⁴. Il n'est pas ici question de la restauration d'une autorité d'un ordre ancien. L'autorité n'est pas un pouvoir qui s'exerce par la coercition. On ne s'autorise jamais seul à être contemporain du monde dit encore Prairat, qui précise que l'autorité n'est pas en crise temporaire, comme on peut souvent l'entendre, mais subit une érosion dans le temps, une transformation durable.

Si la transmission de l'autorité traditionnelle de l'adulte s'est émoussée, ce n'est pas pour autant que rien ne peut plus faire autorité.

No limit ?

L'autorité ne produit des effets émancipateurs que par la confiance que le sujet est enclin à donner à celui qui exerce cette autorité, c'est-à-dire un adulte. Parents, enseignants, instances de l'ordre public ou politique, la confiance dans la capacité émancipatrice de ces institutions publiques ou privées s'érode. Érosion, voici un mot qui résonne particulièrement s'il est mis en parallèle avec la métaphore des deux rives pour tenter de cerner la période de l'adolescence. Le phénomène d'érosion semble toucher également la confiance. Selon le philosophe Mark Hunyadi, la confiance est un pari sur des attentes de comportements. Quand un enfant a confiance dans ses parents, il ne calcule pas leur comportement, précise-t-il⁵. La contractualisation, l'individualisation, la sécurisation et la virtualisation des rapports de l'homme à son environnement éminent, toujours selon le philosophe, les processus de confiance et donc de pari sur des attentes de comportement envers autrui.

Sans rives bien définies, un cours se perd en marécage. Si le constat de l'érosion des berges et de l'importance d'en délimiter les rives est important, il est dès lors essentiel de proposer une définition claire de ce qu'est, ou à défaut de ce que pourrait être l'adolescence. Or, comme nous l'avons vu, l'adolescence ne se définira pas par elle-même. De plus un adolescent est, par essence, un être qui va éprouver les limites pour se rassurer qu'il n'est pas seul. Il a besoin de tester la résistance des rives qui canalisent son énergie. Ce ne sera qu'en rencontrant et en éprouvant *l'adulthood* que l'adolescent saura qu'il est encore un ado et vers où il doit tendre. Qui d'autre qu'un adulte lui permettra de passer cette dernière épreuve dans la dissymétrie de la relation adulte-enfant ?

Ce ne sera qu'en interrogeant sérieusement ce qu'est un adulte, le monde qu'il veut construire et son rapport à l'enfant que nous pourrons poser des berges solides afin que les adolescents s'émancipent, s'autonomisent et poursuivent le cours de leur vie. Alors, parions que la perte de sens et le décrochage que vivent trop de jeunes ne seront plus un problème de santé publique. ■

3. V. de Gaulejac, F. Blondel, I. Taboada-Leonetti, *La lutte des places*, Desclée De Brouwer, 2014.
4. E. Prairat, « L'autorité éducative au risque de la modernité », *Recherche & formation*, vol. 71, n° 3, 2012.
5. Interviewé par Th. Ost et O. Bailly dans « Le lien au monde », *Médor* n° 22, 2021.